



ETAT DES LIEUX DES TPE

3ème trimestre 2026

DU 21 SEPTEMBRE AU 27 SEPTEMBRE 2026
1378 RÉPONDANTS



CONTACT PRESSE : Advocaciz

Alexandra Richert : 06.08.77.86.22 - Ambre Fourneau : 06.44.39.89.25

BAROMÈTRE DES TPE

Trimestre 3 - 2026

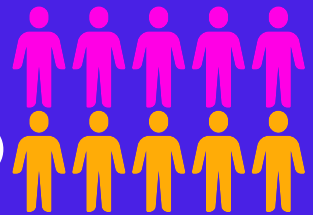
DIRIGEANT

96%

sont dans un état d'esprit négatif



51%



se versent une rémunération inférieure au SMIC

ENTREPRISE

Chiffre d'affaires

61%



constatent une baisse de leur CA

Marge

71%



constatent une diminution de leur marge nette

Trésorerie

66%



constatent une contraction de leur trésorerie

PERSPECTIVES

42%

estiment ne pouvoir tenir plus de 3 mois avec leur trésorerie

77%

se disent pessimistes quant au développement de leur activité

SOMMAIRE

.....

4

SYNTHÈSE

5

TRÉSORERIE : BILAN

8

**TRÉSORERIE :
ACTIVITÉ, RENTABILITÉ
& PERSPECTIVES**

15

FINANCEMENT

19

BANQUE

20

SOCIAL

24

**FACTURATION
ELECTRONIQUE**

28

EMPLOI

35

**PRÉSIDENTIELLE
2027**

41

**PRINCIPAUX
ENSEIGNEMENTS**

47

CONTACT



Synthèse

Des TPE qui ne cherchent plus à se développer, mais à résister

Le troisième trimestre 2026 confirme une tendance désormais profonde : les TPE ne cherchent plus à se développer, mais à tenir.

61% des dirigeants constatent une baisse de leur chiffre d'affaires, plus de 7 sur 10 une contraction de leur marge nette et 66 % une diminution de leur trésorerie. 55 % rencontrent désormais des difficultés de trésorerie et, pour 42 %, les réserves disponibles ne permettraient pas de faire face plus de trois mois à activité inchangée.

Cette fragilité s'accompagne d'une crise de confiance massive. **98% considèrent que la France traverse une crise économique** et 93% anticipent une nouvelle dégradation dans les douze prochains mois. Faute de visibilité, plus d'un dirigeant sur deux a déjà reporté ou abandonné un investissement.

Les conséquences dépassent désormais la seule santé de l'entreprise. **Seuls 4% des dirigeants expriment un état d'esprit positif**, 88% subissent un stress élevé ou fréquent et 51% disposent d'un revenu personnel inférieur au SMIC. Plus significatif encore, 58% déclarent que, si c'était à refaire, ils ne choisiraient probablement ou certainement plus de devenir indépendants ou chefs d'entreprise.

Dans ce contexte, toute nouvelle contrainte est vécue comme une charge supplémentaire. La facturation électronique en fournit une illustration : seuls 5% y voient une simplification, quand 66% la considèrent comme une contrainte et 58% comme une source de coûts.

Face à cette situation, une priorité se détache nettement : le coût du travail. Il est cité par 67% des dirigeants comme le sujet à traiter prioritairement, très loin devant la simplification administrative. Les baisses de cotisations patronales et salariales, l'exonération des heures supplémentaires ou encore l'allègement de la fiscalité des TPE recueillent des niveaux d'adhésion très élevés.

Après plusieurs années de crises successives, les dirigeants de TPE ne demandent plus seulement les moyens de se développer. Ils demandent désormais les moyens de résister, de retrouver de la visibilité et de préserver leurs marges, leur trésorerie et leur capacité à employer.

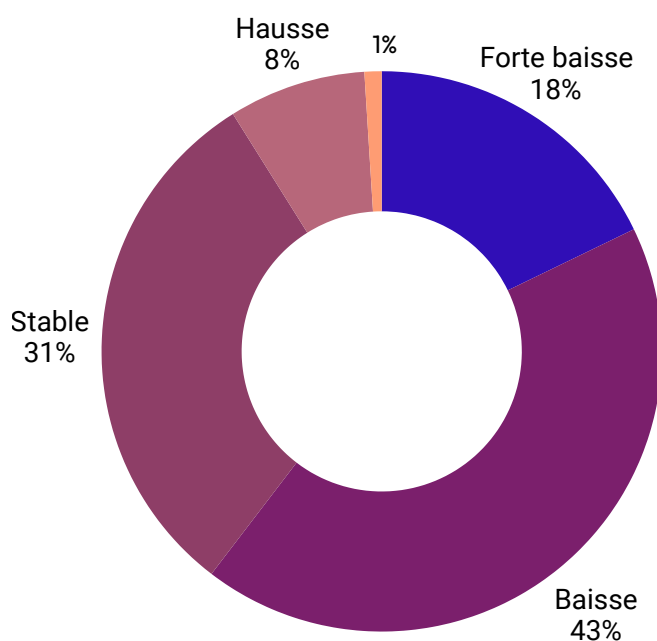
À cet égard, le Budget soumis au Parlement est en totale contradiction avec, plus que des attentes, des impératifs de survie exprimés.

TRÉSORERIE

Bilan de la situation financière des TPE

Comment qualifieriez-vous l'évolution de votre chiffre d'affaires ?

Au troisième trimestre 2026 par rapport au T2 2026 :

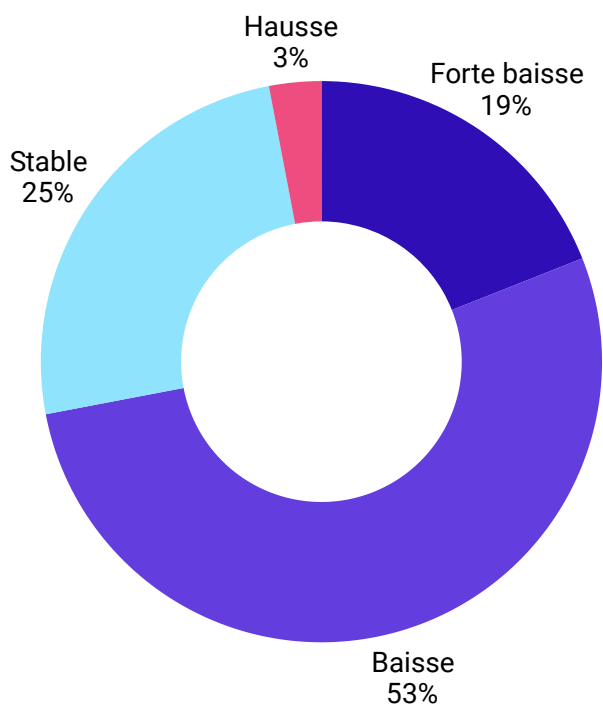


CA EN BAISSSE
61%

*En forte hausse

Comment qualifieriez-vous l'évolution de votre marge nette ?

Au troisième trimestre 2026 par rapport au T2 2026 :



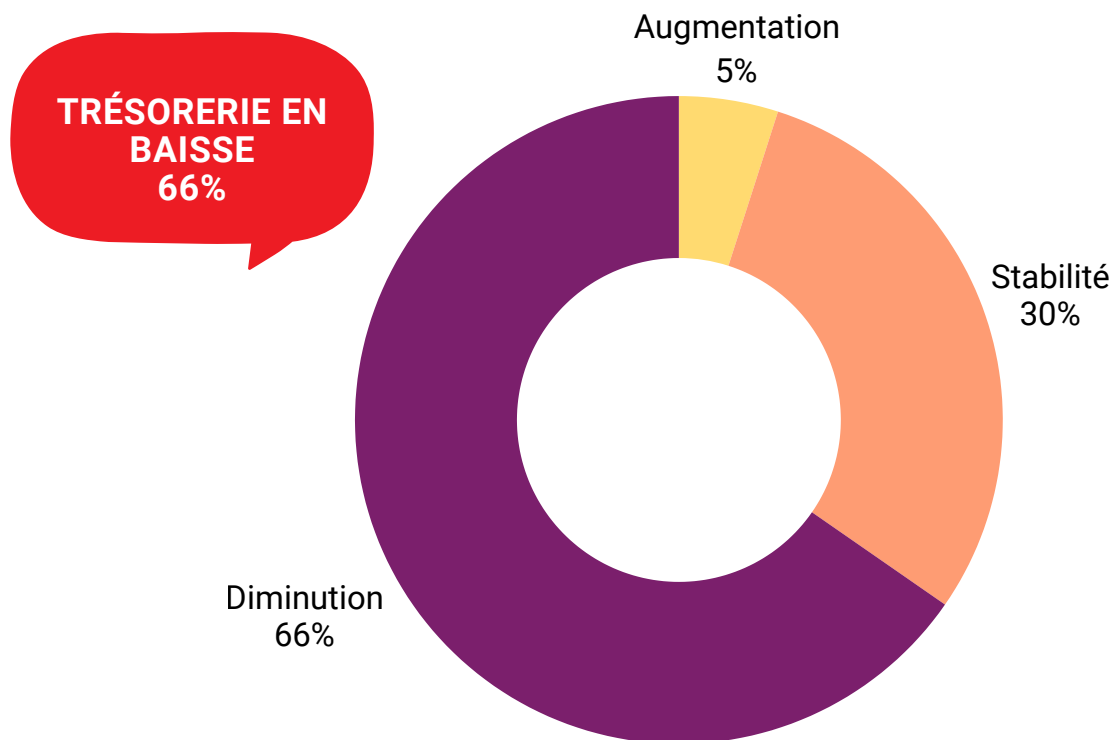
MARGE EN BAISSSE
71%

TRÉSORERIE

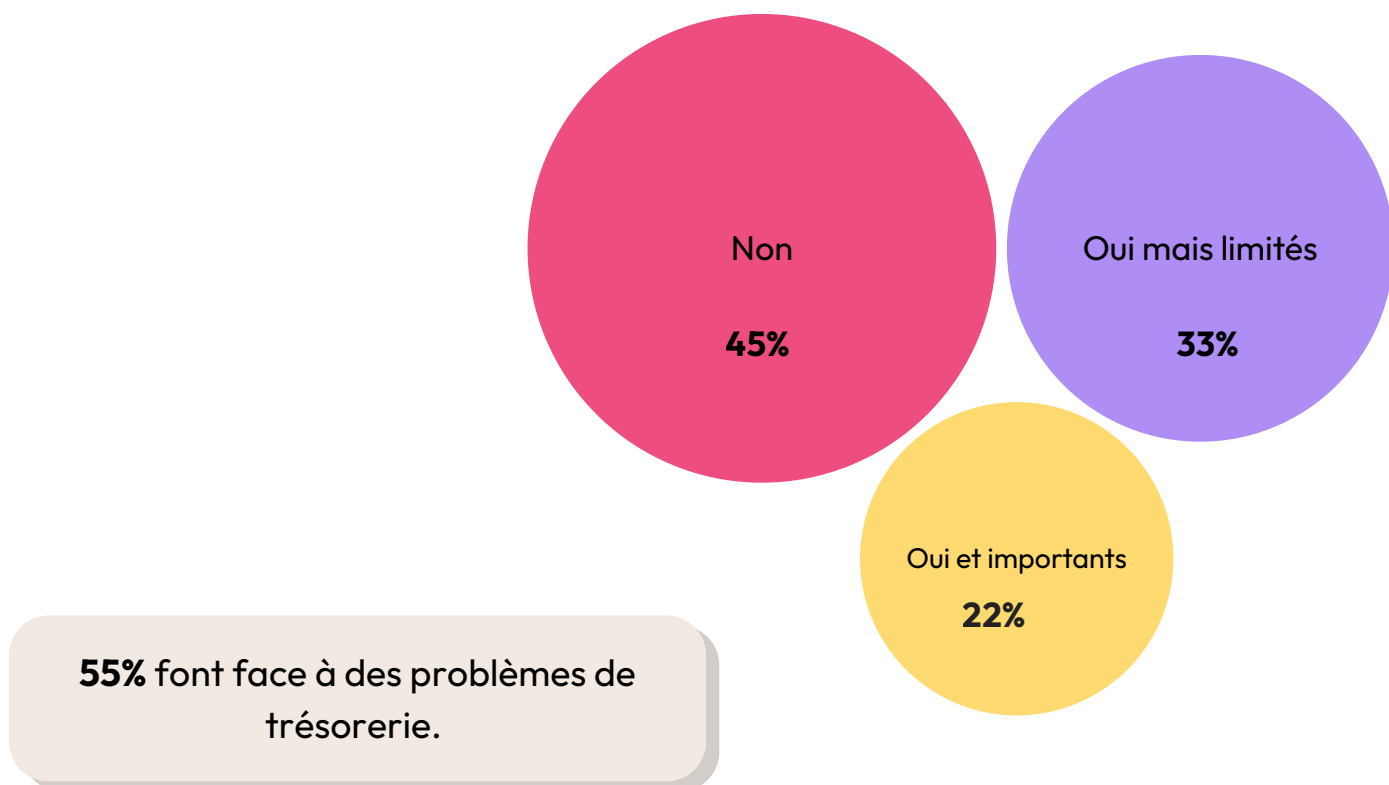
Activité, rentabilité et perspectives

Comment qualifieriez-vous l'évolution de votre trésorerie ?

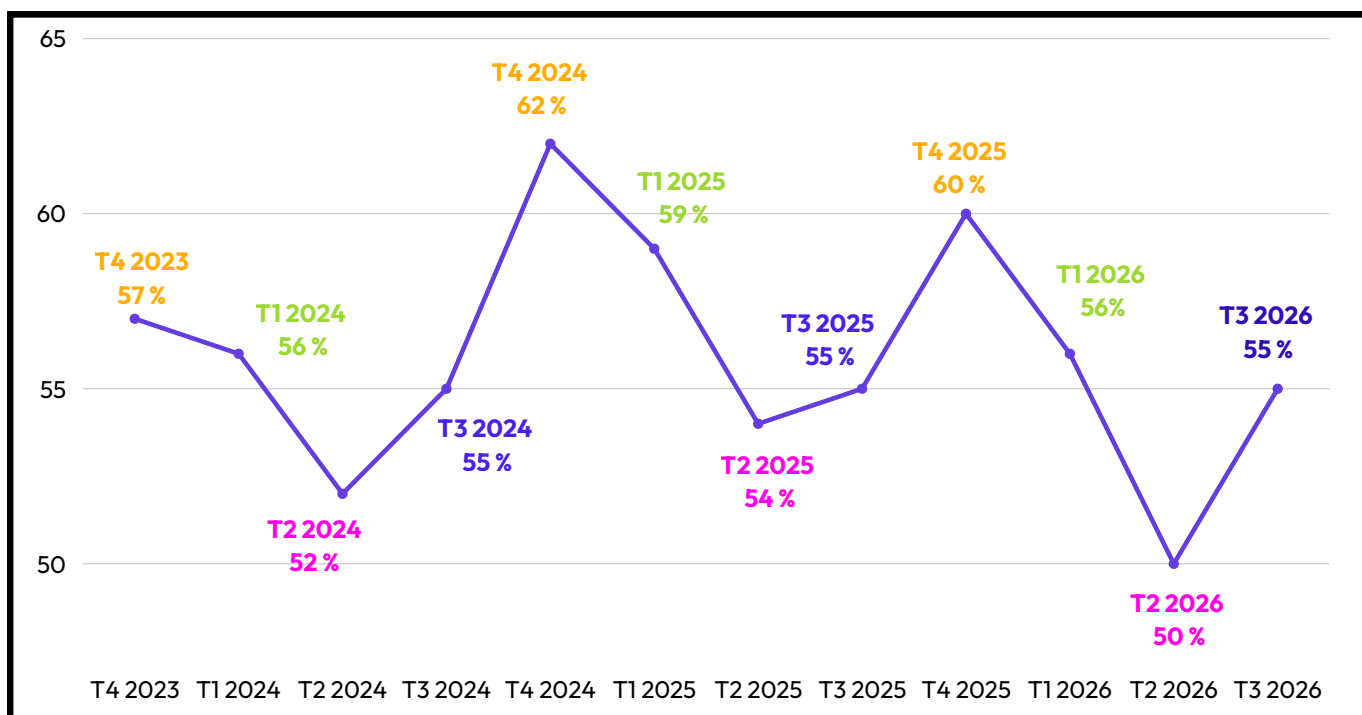
Au troisième trimestre 2026 par rapport au T2 2026 :



Faites-vous actuellement face à des problèmes de trésorerie ?

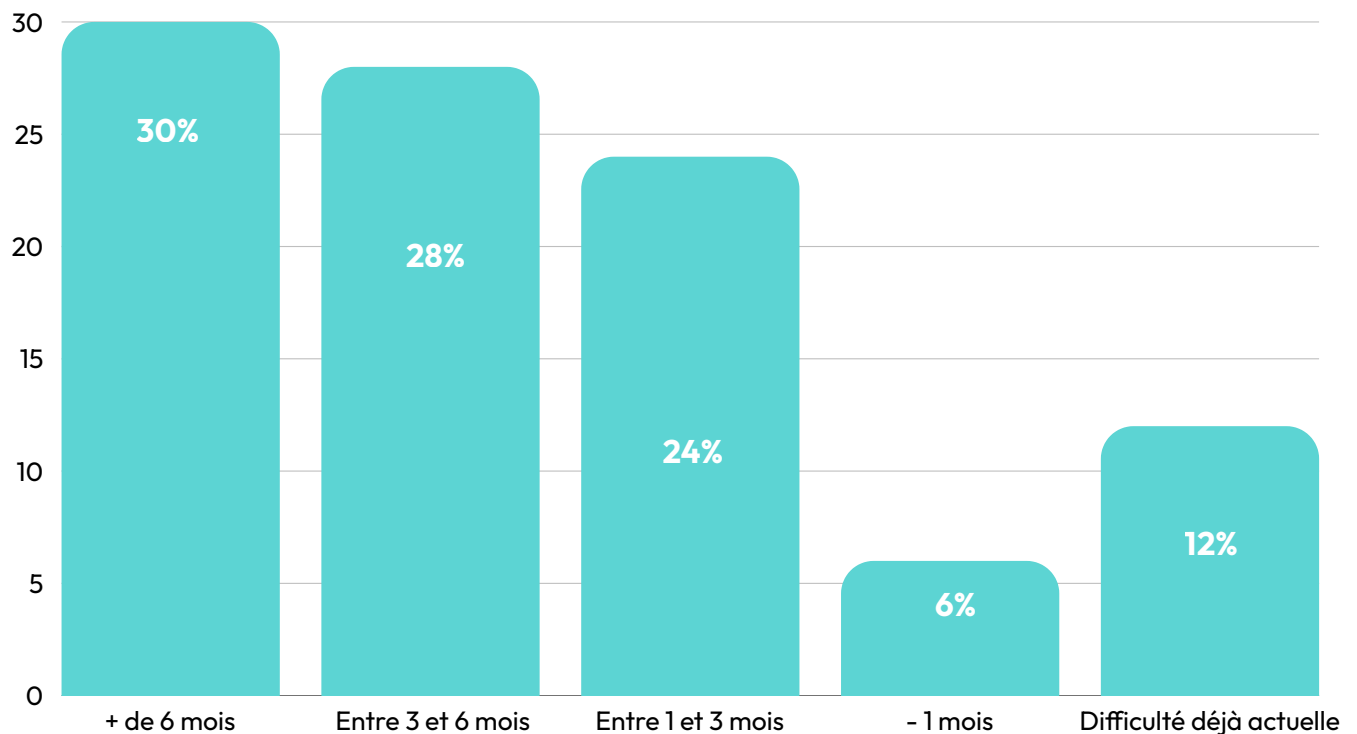


Evolution des problèmes de trésorerie



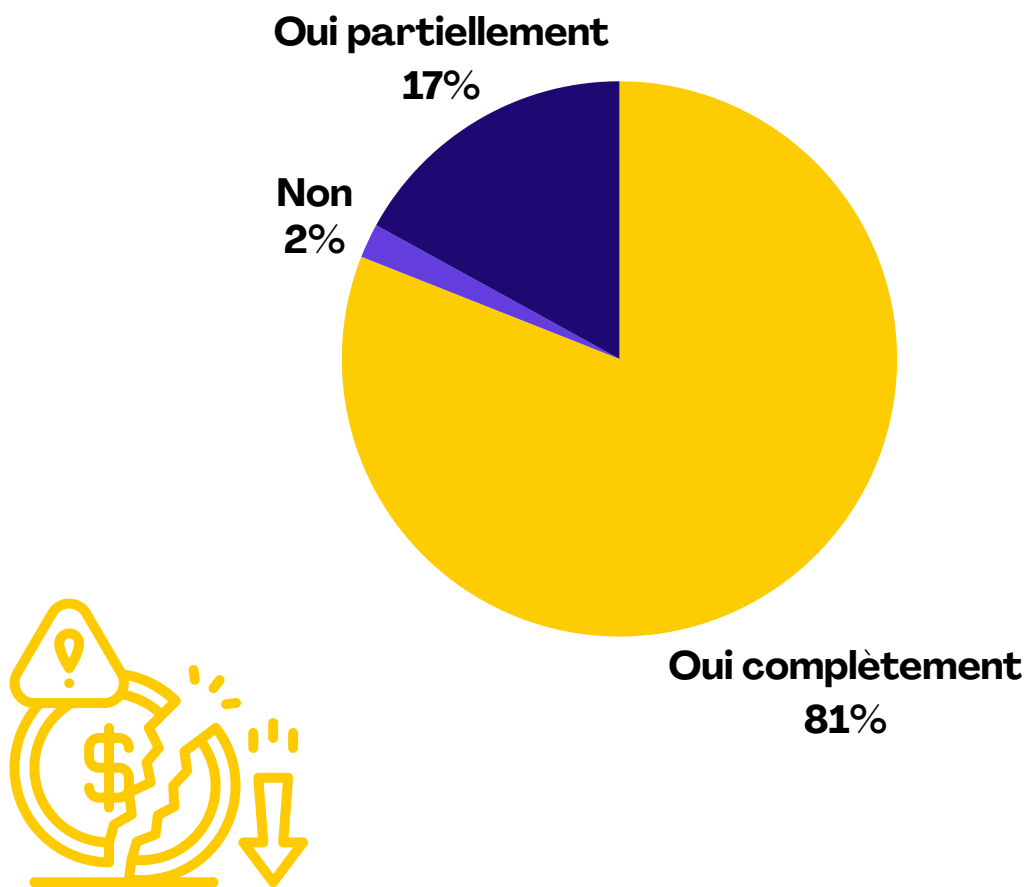
PERSPECTIVES

Si votre activité restait identique, combien de temps votre trésorerie vous permettrait-elle de faire face à vos charges ?



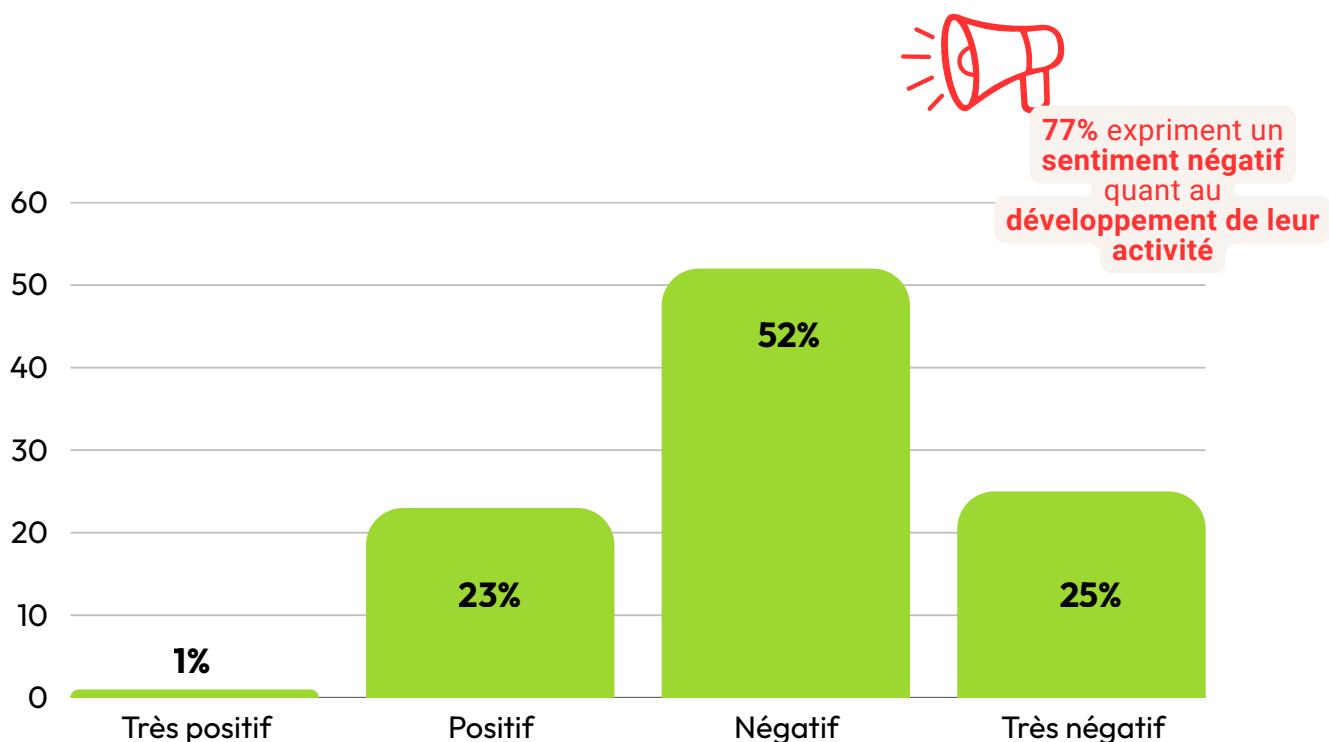
42% estiment pouvoir continuer sur une durée de moins de 3 mois, avec leur trésorerie actuelle

Estimez-vous que la France soit dans un contexte de crise économique ?

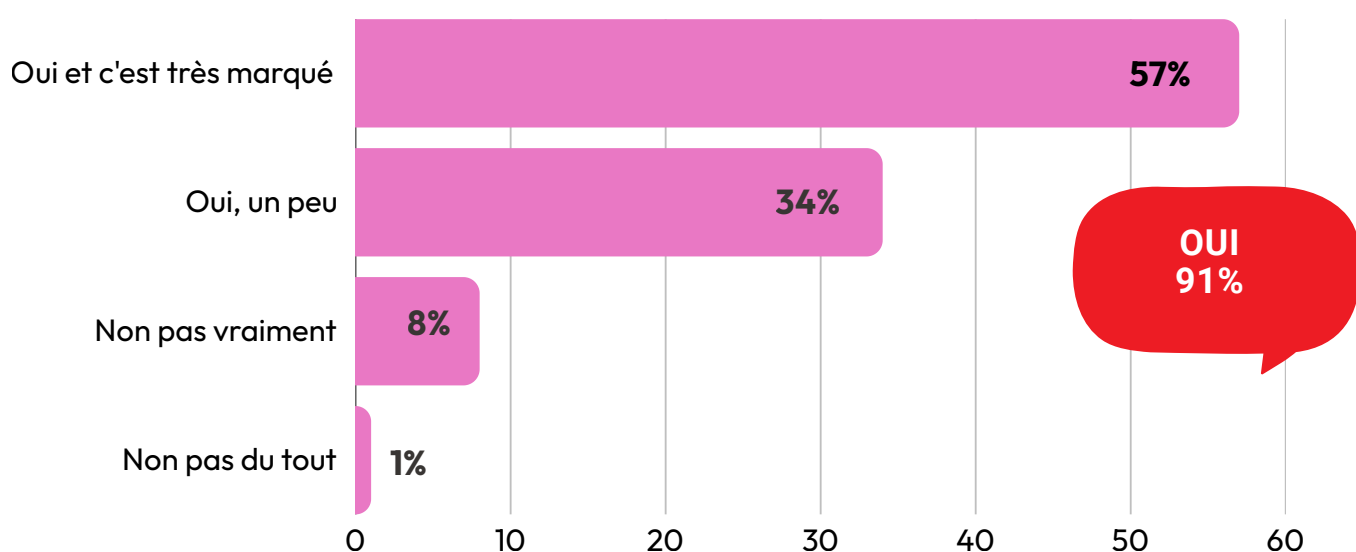


98% des répondants estiment que la France se trouve dans un contexte de crise économique

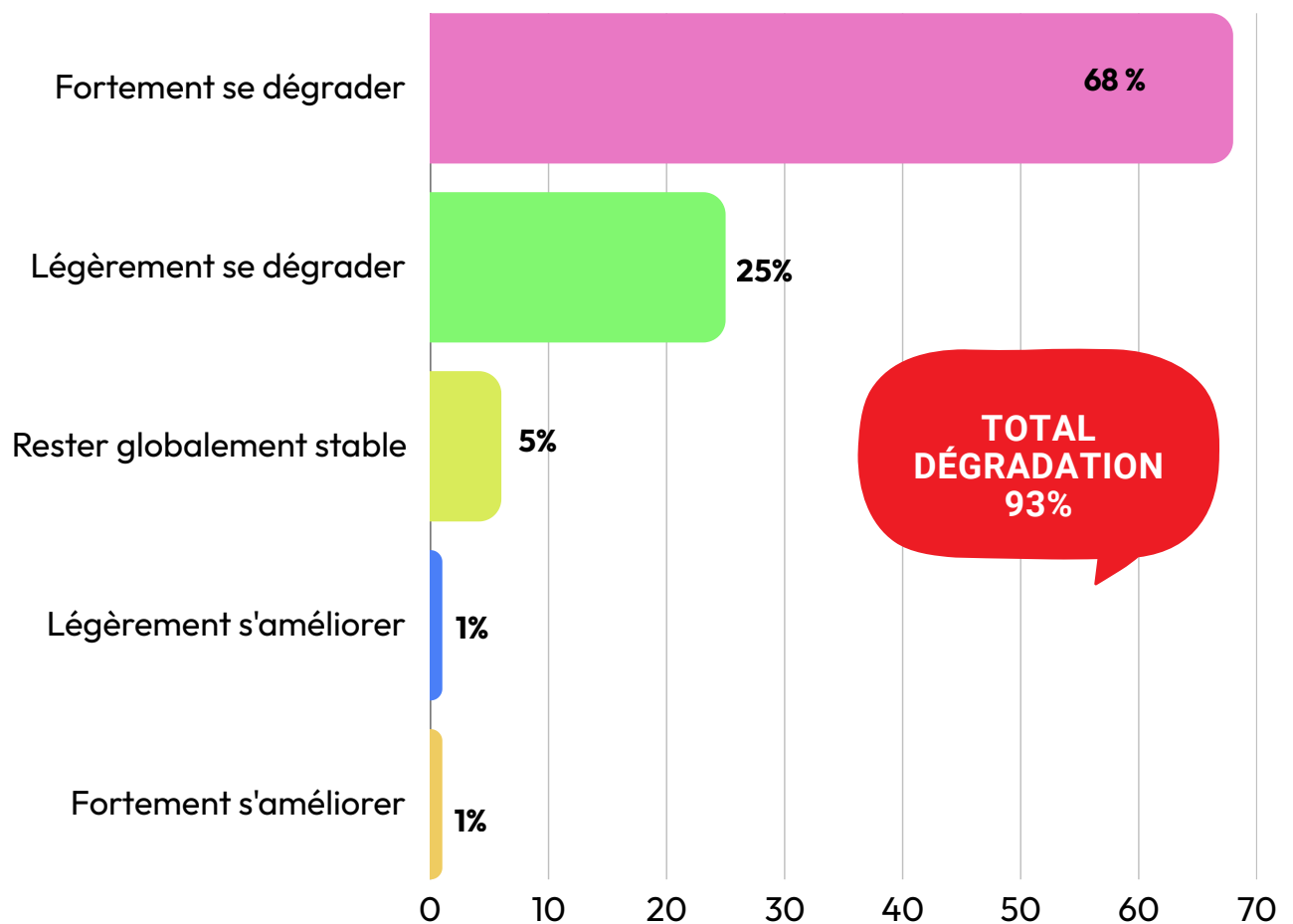
Quel est votre sentiment quant à votre capacité à développer votre activité sur le troisième semestre 2026 ?



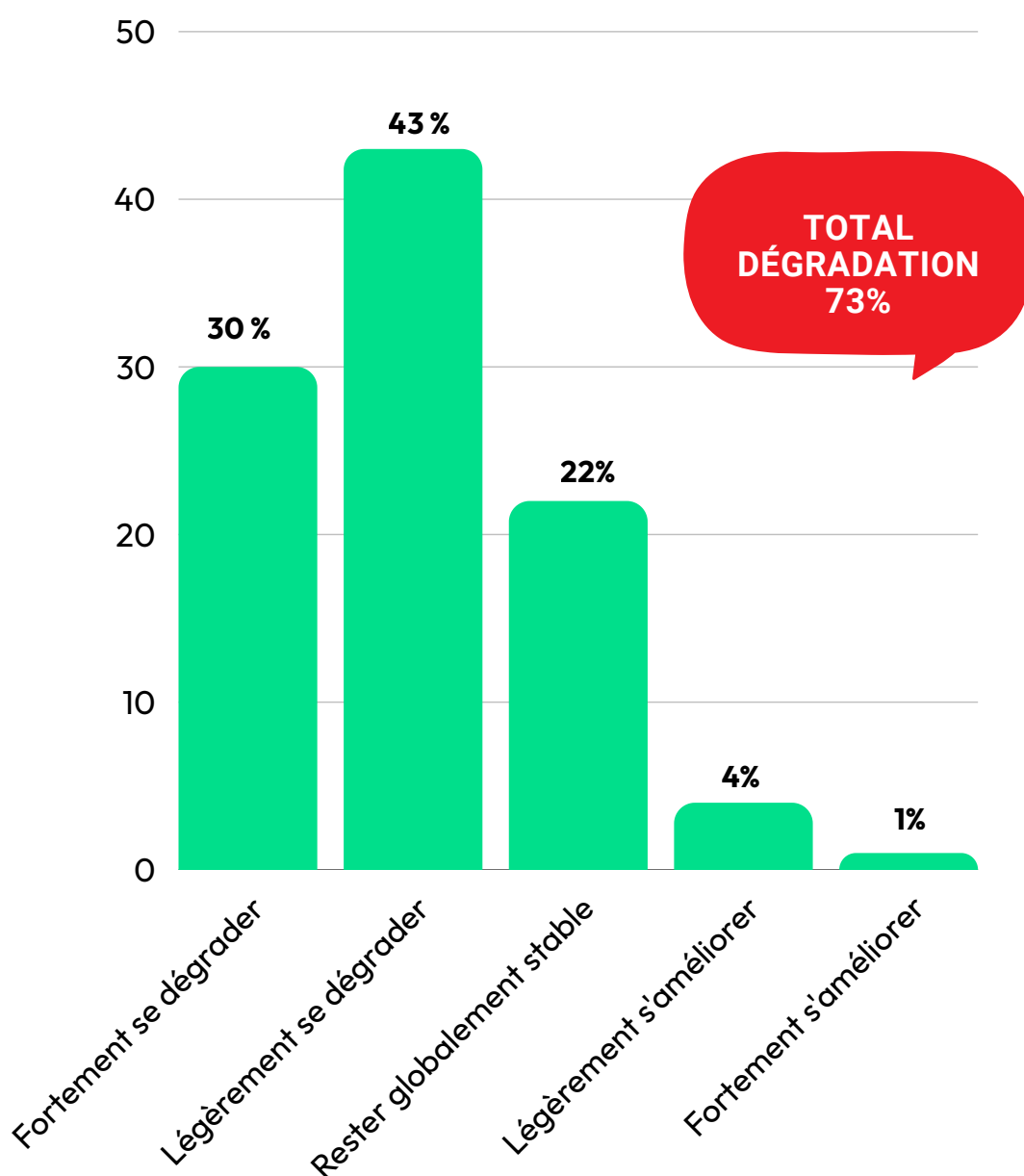
Avez-vous remarqué une baisse de la consommation depuis le 1er janvier 2026 ?



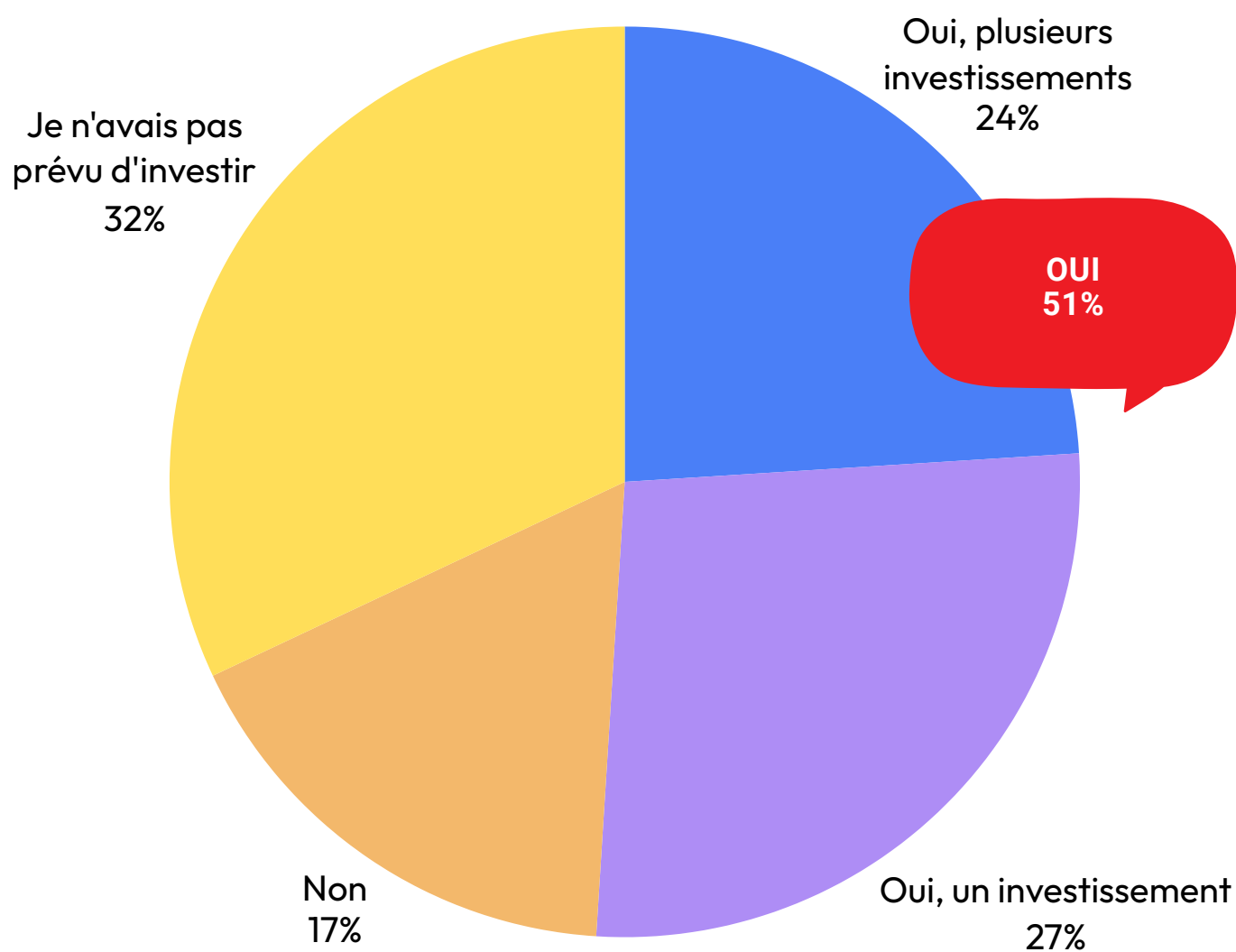
Selon vous, au cours des 12 prochains mois, la situation économique de la France va-t-elle :



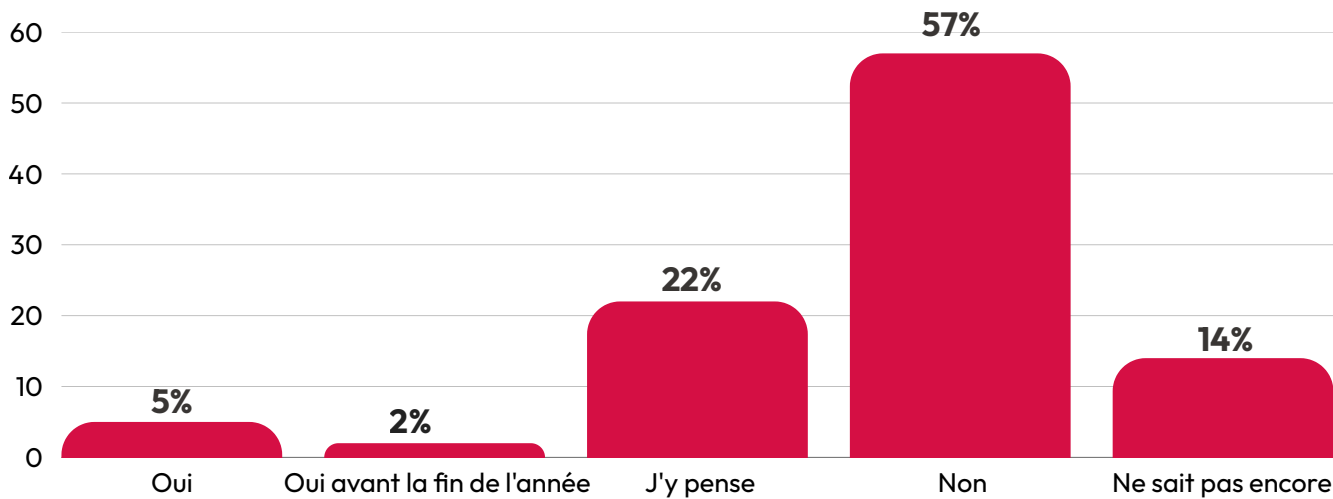
Et concernant votre propre activité sur les 12 prochains mois, estimez-vous que la situation économique de votre entreprise va :



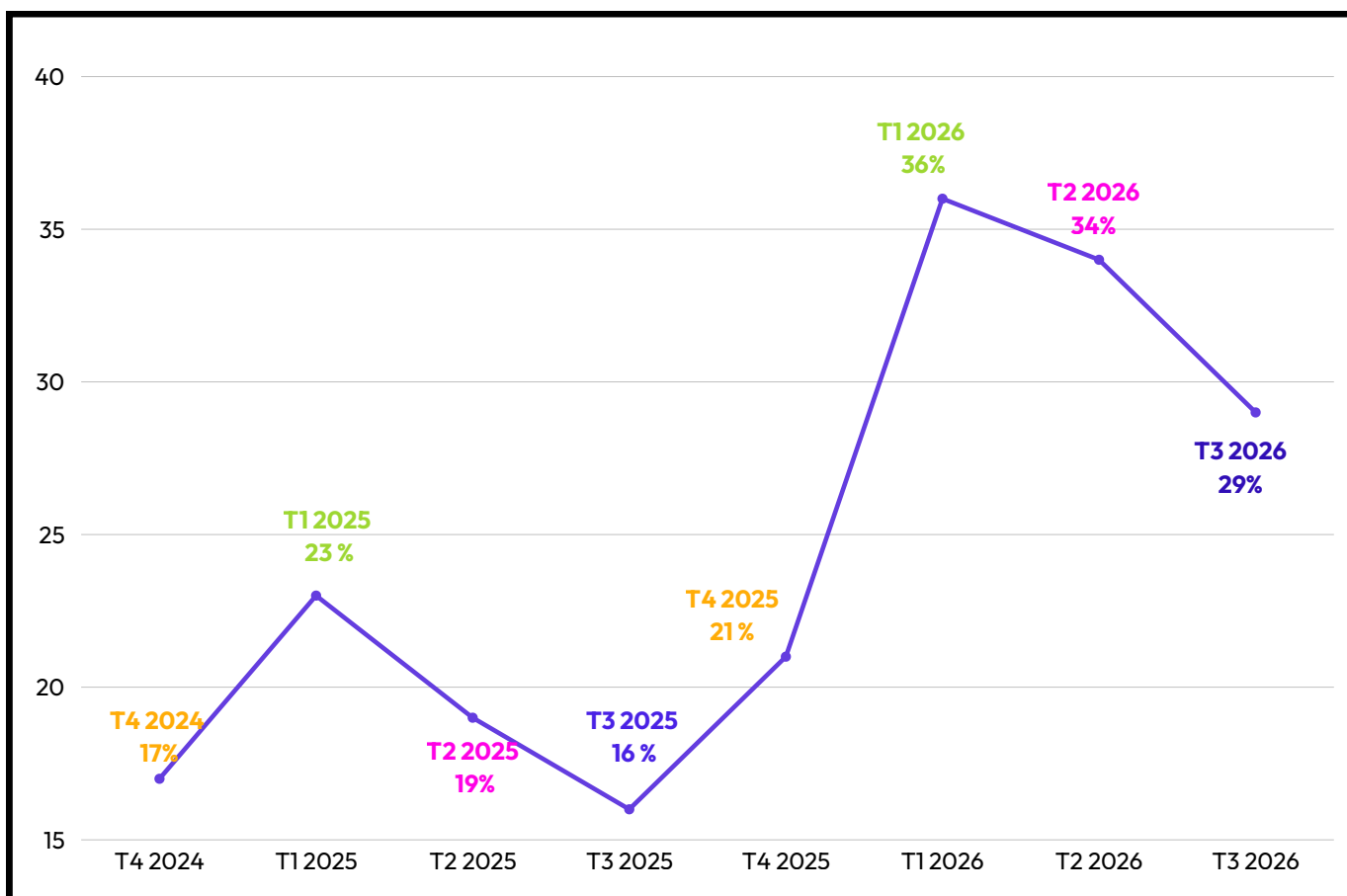
Au cours des 12 derniers mois, avez-vous reporté ou abandonné un investissement en raison de l'incertitude économique, fiscale ou politique?



Envisagez-vous une cessation d'activité au vu de la situation actuelle de votre activité ?



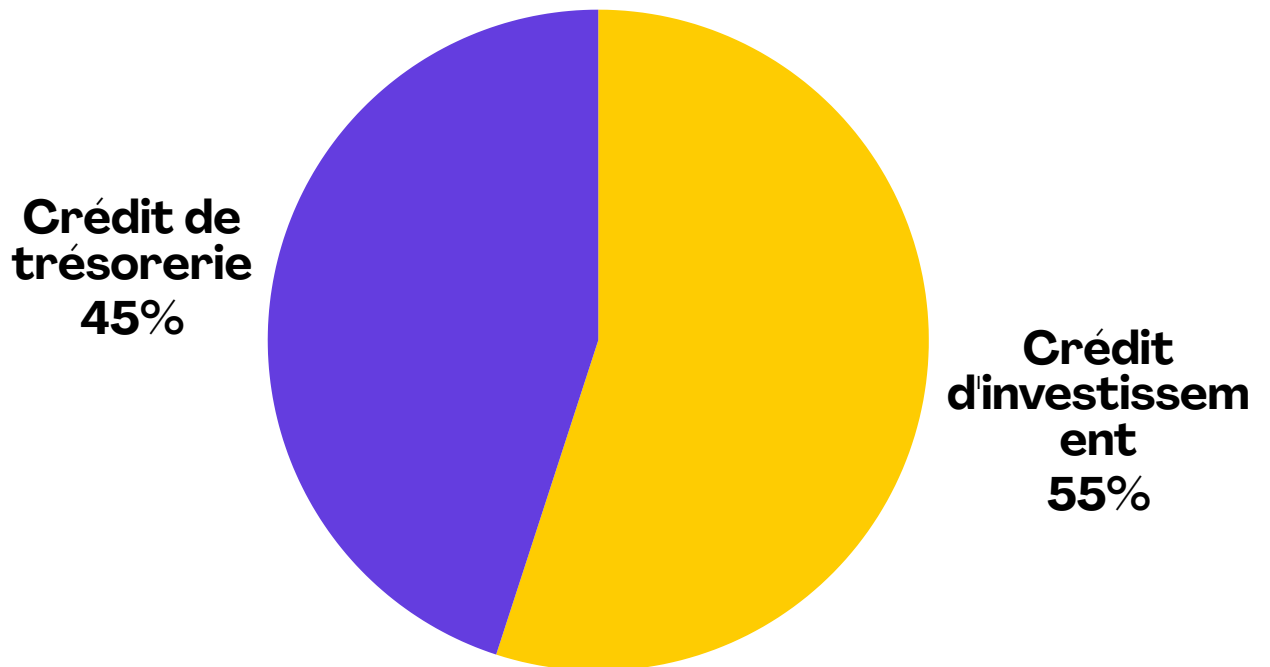
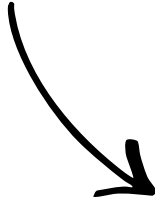
Evolution du taux de volonté de cessation d'activité



FINANCEMENT

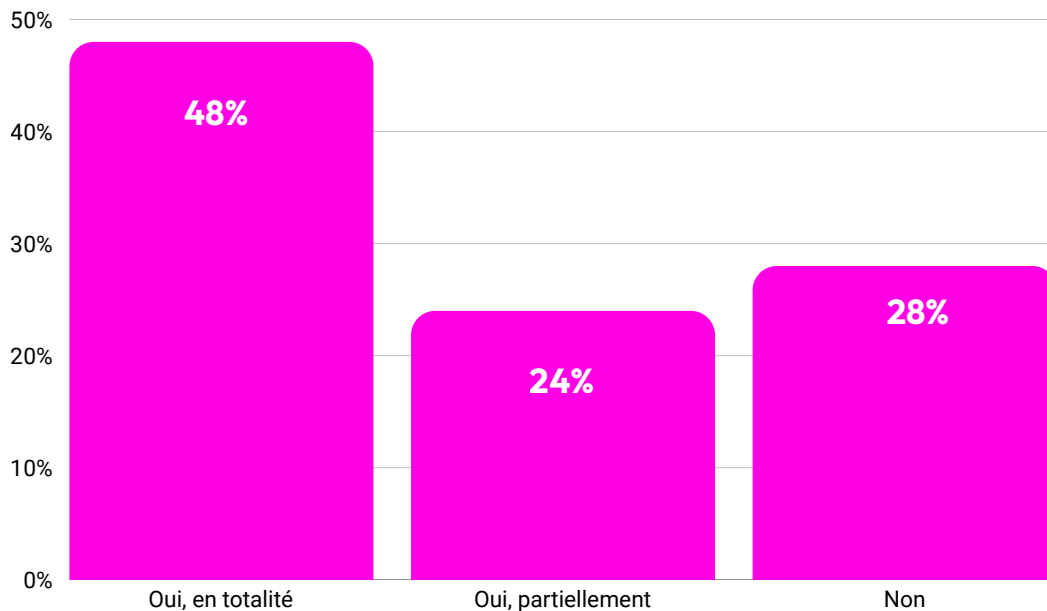
Accès au crédit bancaire

**Si vous avez sollicité un crédit sur les 6 derniers mois,
quelle était sa nature ?**



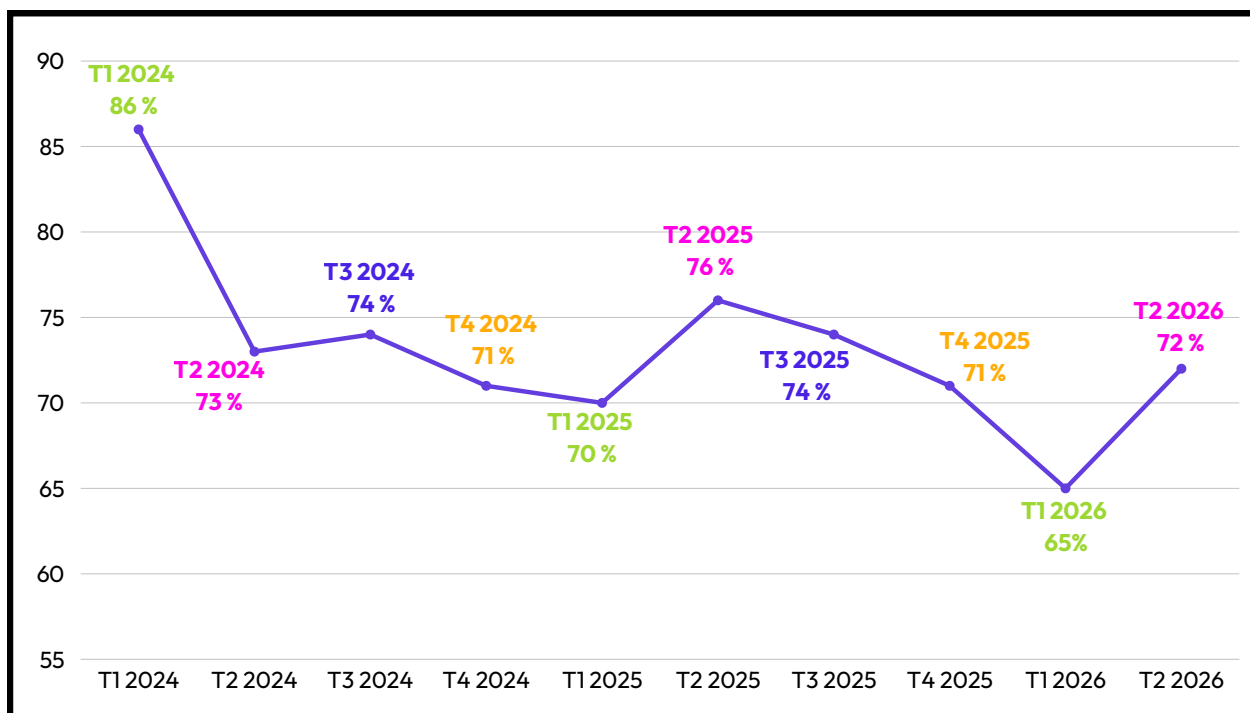
Le crédit de trésorerie :

Cette demande a-t-elle été acceptée ?



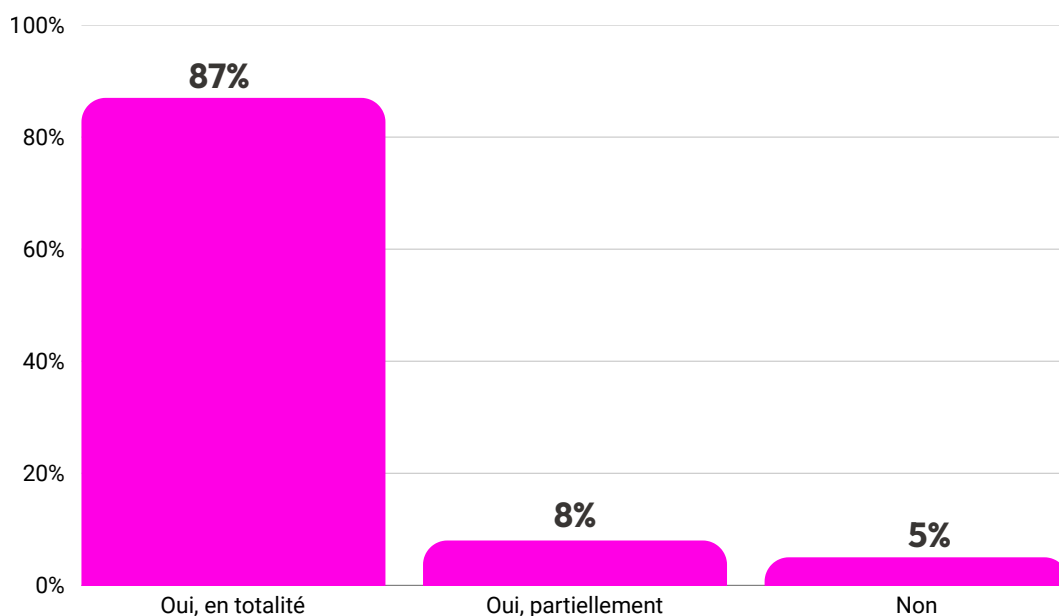
Evolution du taux d'acceptation

Crédit de trésorerie



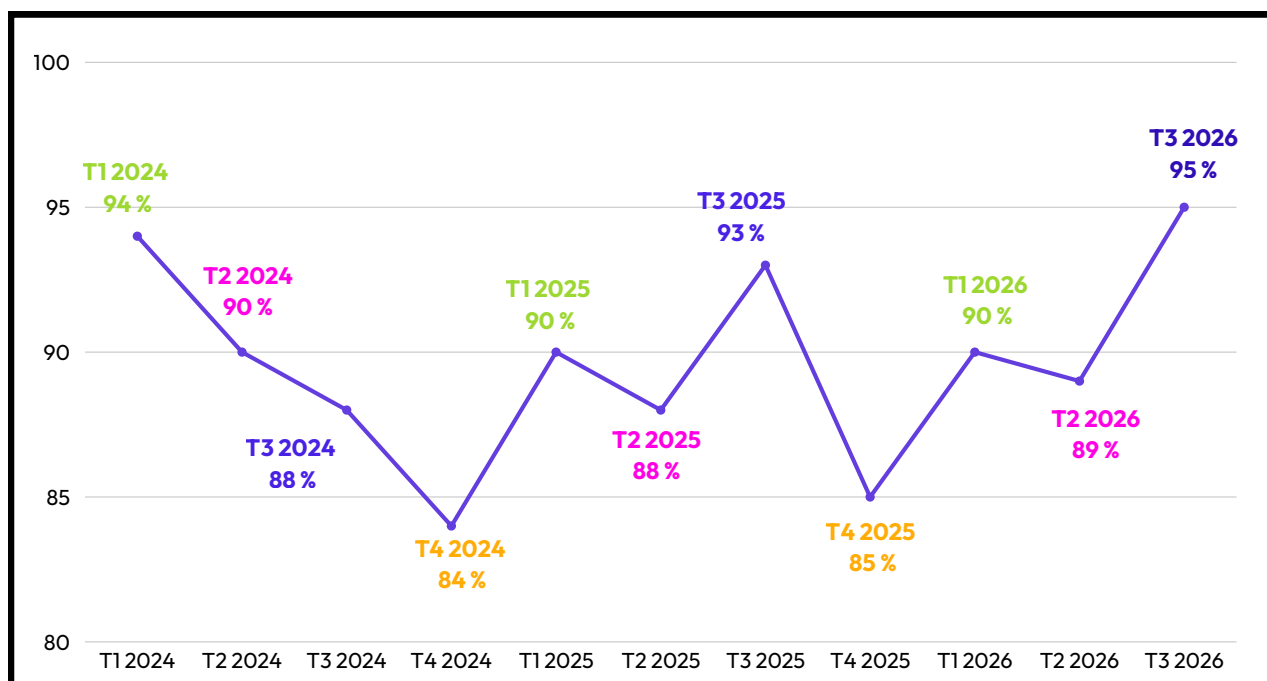
Le crédit d'investissement :

Cette demande a-t-elle été acceptée ?

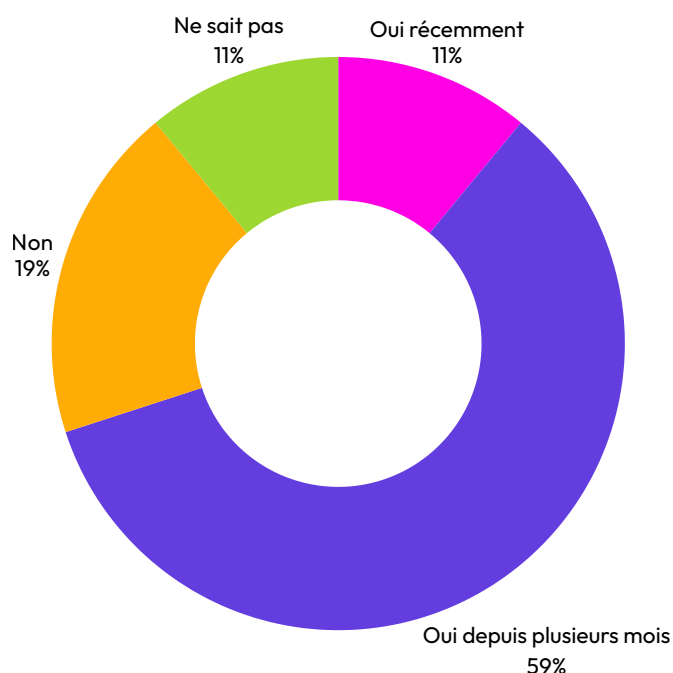


Evolution du taux d'acceptation

Crédit d'investissement

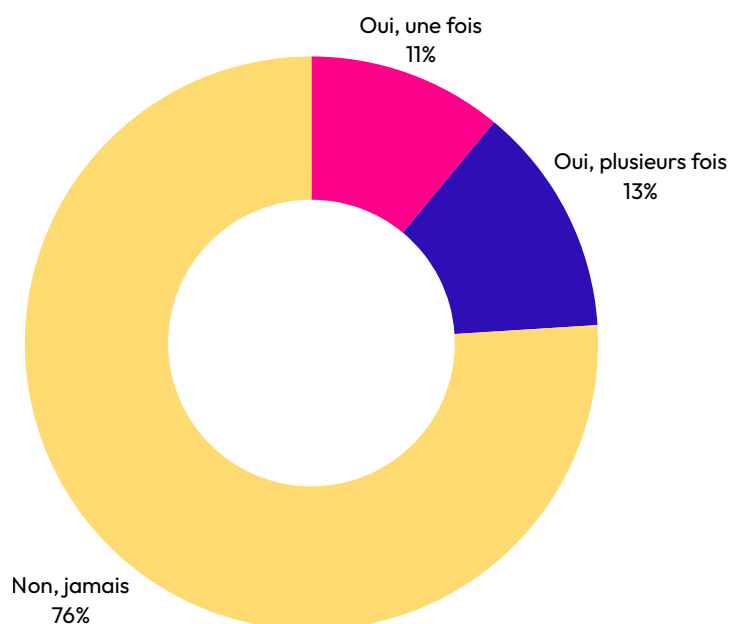


Sur les 6 derniers mois, estimez-vous que les conditions de crédit se sont durcies ?



70% ressentent un durcissement des règles pour souscrire un crédit

Sur les 6 derniers mois, avez-vous abandonné l'idée de contracter un crédit par peur de vous le voir refuser ?

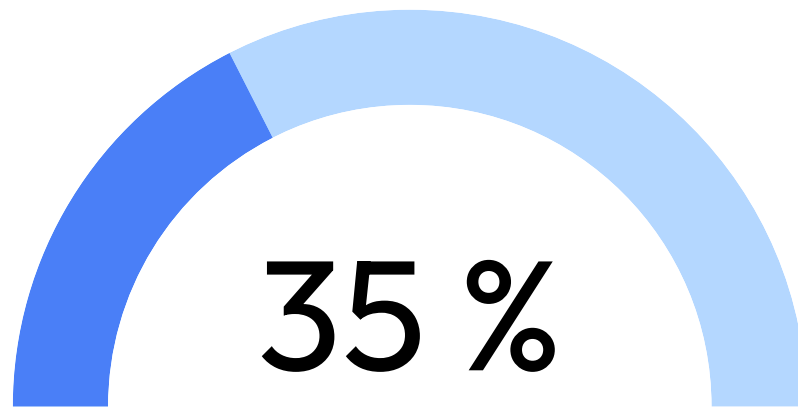


TAUX D'AUTO-CENSURE
24%

BANQUE

Relations bancaires et frais supportés

Subissez-vous actuellement des frais bancaires liés à des difficultés de trésorerie (commission d'intervention, frais de rejet de chèques/prélèvements) ?



expriment subir des frais liés à leurs difficultés de trésorerie

Témoignages

“ Plusieurs frais de commission d'intervention par mois. ”

“ Beaucoup de frais proviennent des impayés clients. ”

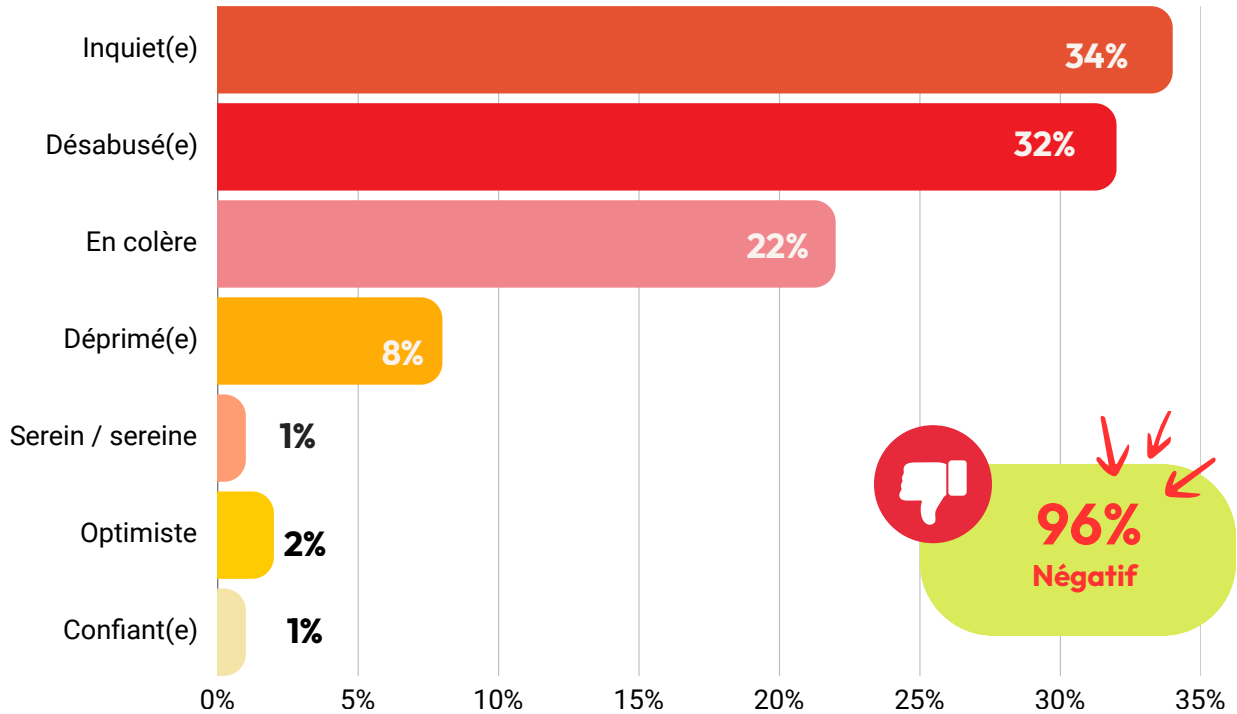
“ Des énormes frais de rejet. ”

“ Pas de découvert autorisé donc 10 euros par opération à découvert. ”

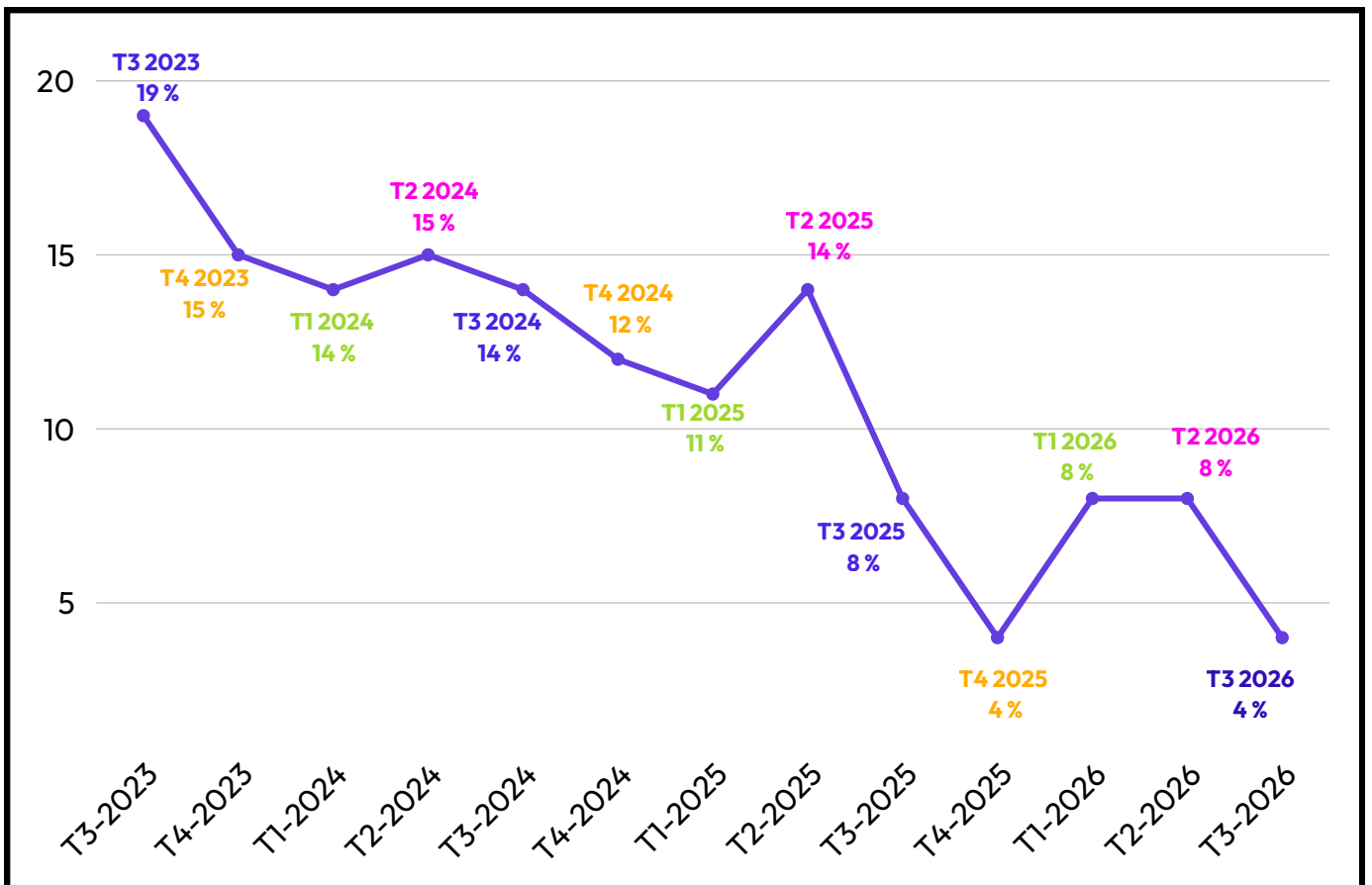
SOCIAL

Santé du dirigeant(e) et niveau de revenus

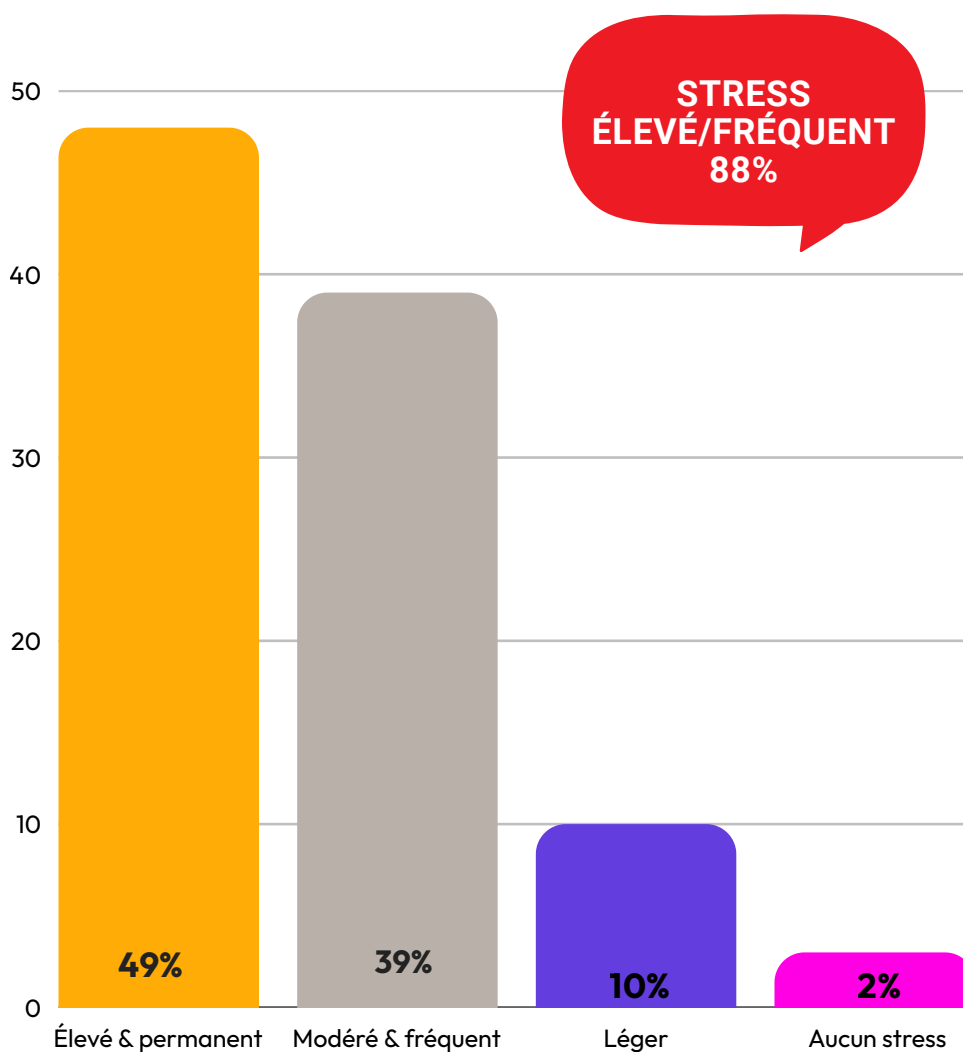
Quel est votre état d'esprit actuel en tant que chef d'entreprise ?



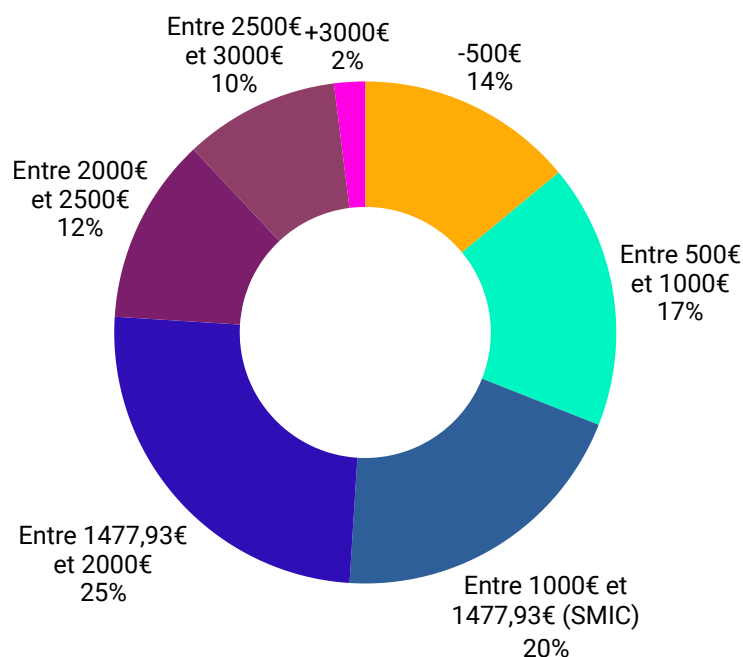
Évolution des chefs d'entreprise en situation d'état d'esprit positif, au cours des trois dernières années :



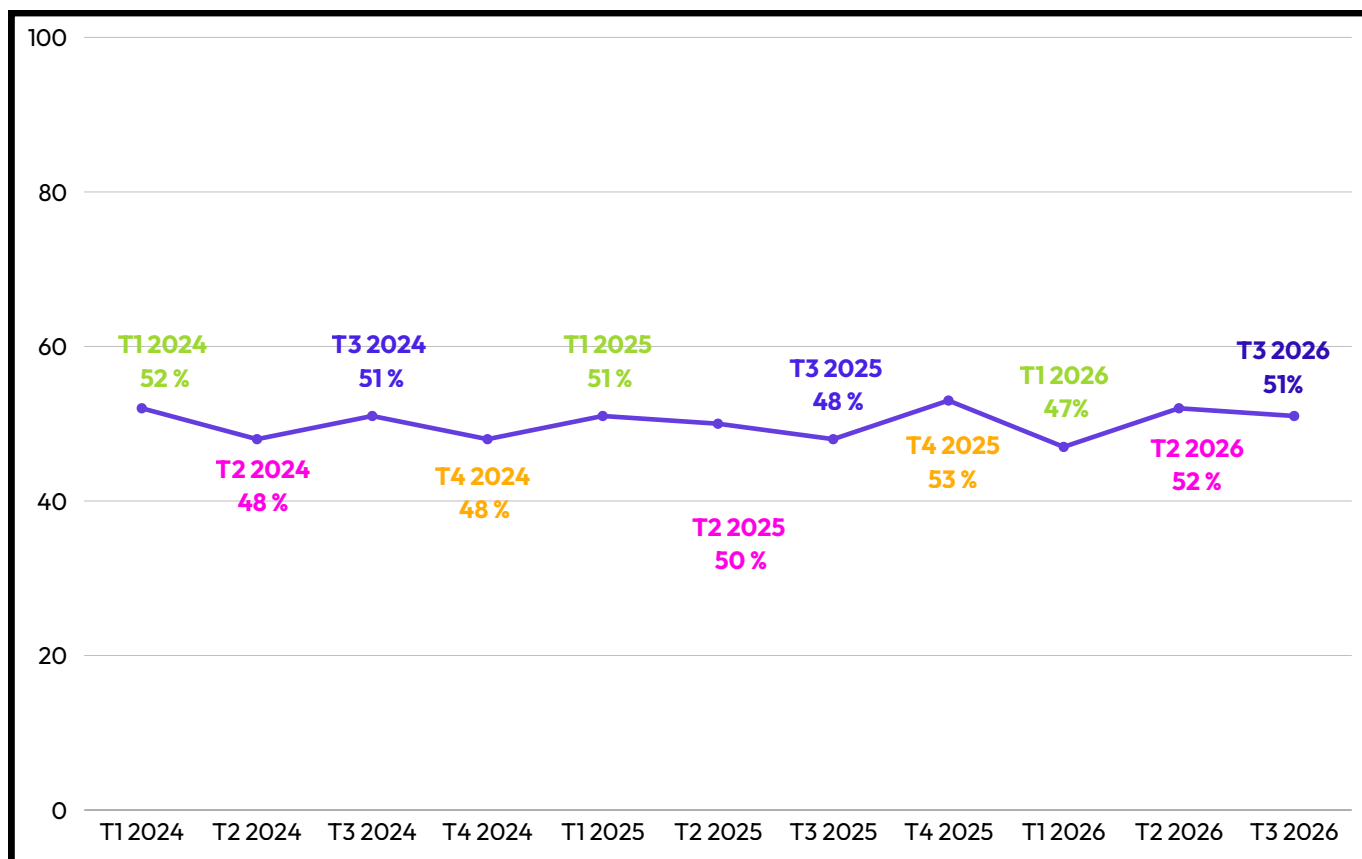
Comment qualifiez-vous votre niveau de stress à ce jour ?



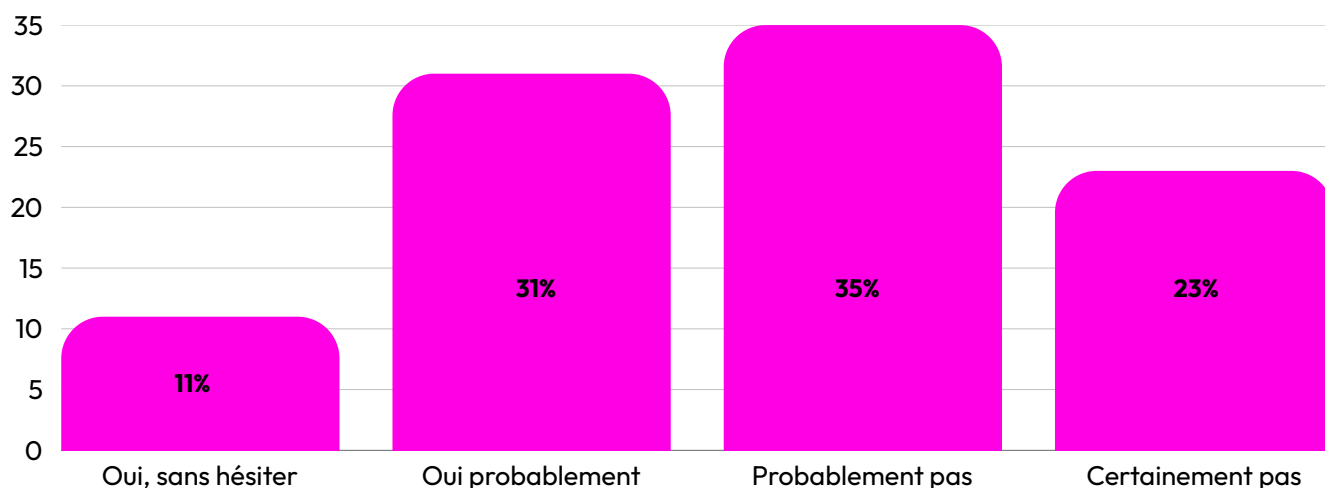
Quel est le montant de vos revenus personnels au T3 2026 ?



Taux de dirigeants dont la rémunération est inférieure au SMIC



Si c'était à refaire aujourd'hui, choisiriez-vous de nouveau de devenir indépendant ou chef d'entreprise ?



Si cela était à refaire
58% de nos adhérents ne
feraient probablement ou
certainement pas le choix
de devenir indépendant ou
chef d'entreprise

“
Nous ne sommes pas assez entendus.
Les TPE n'intéressent pas nos politiques

”
“
Les heures, le stress, les contraintes
administratives et les taxes
rendent l'atteinte du CA difficile,
cela ne vaut pas le sacrifice familial

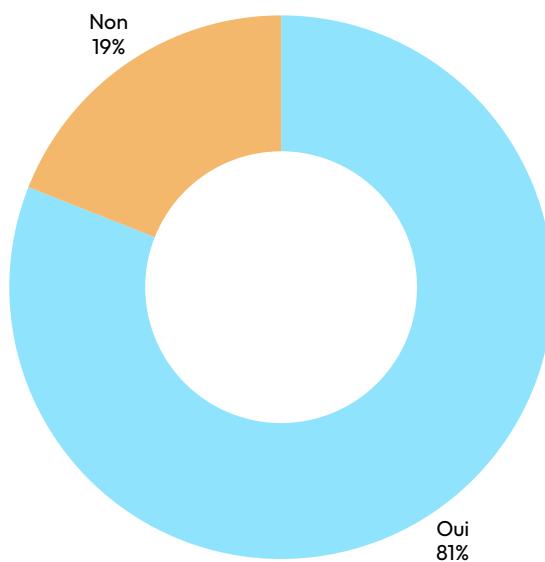
“
Déçu que les politiques de mon pays ne
soutiennent pas les métiers de passions,
c'est à dire les artisans de TPE en leur
imposant des charges et une TVA
lourdes ce qui nous empêche de
dégager des bénéfices et nous mène à
notre perte.

”

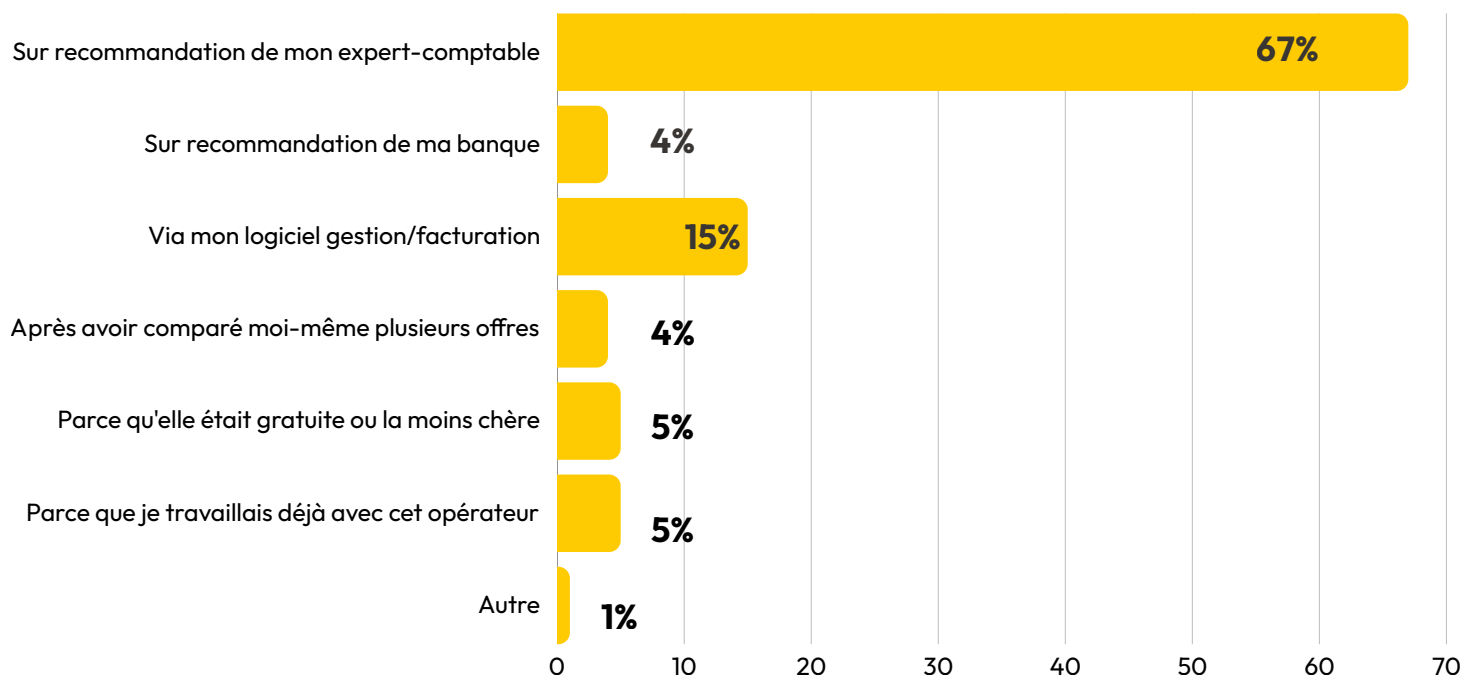
FACTURATION ELECTRONIQUE

Focus administratif

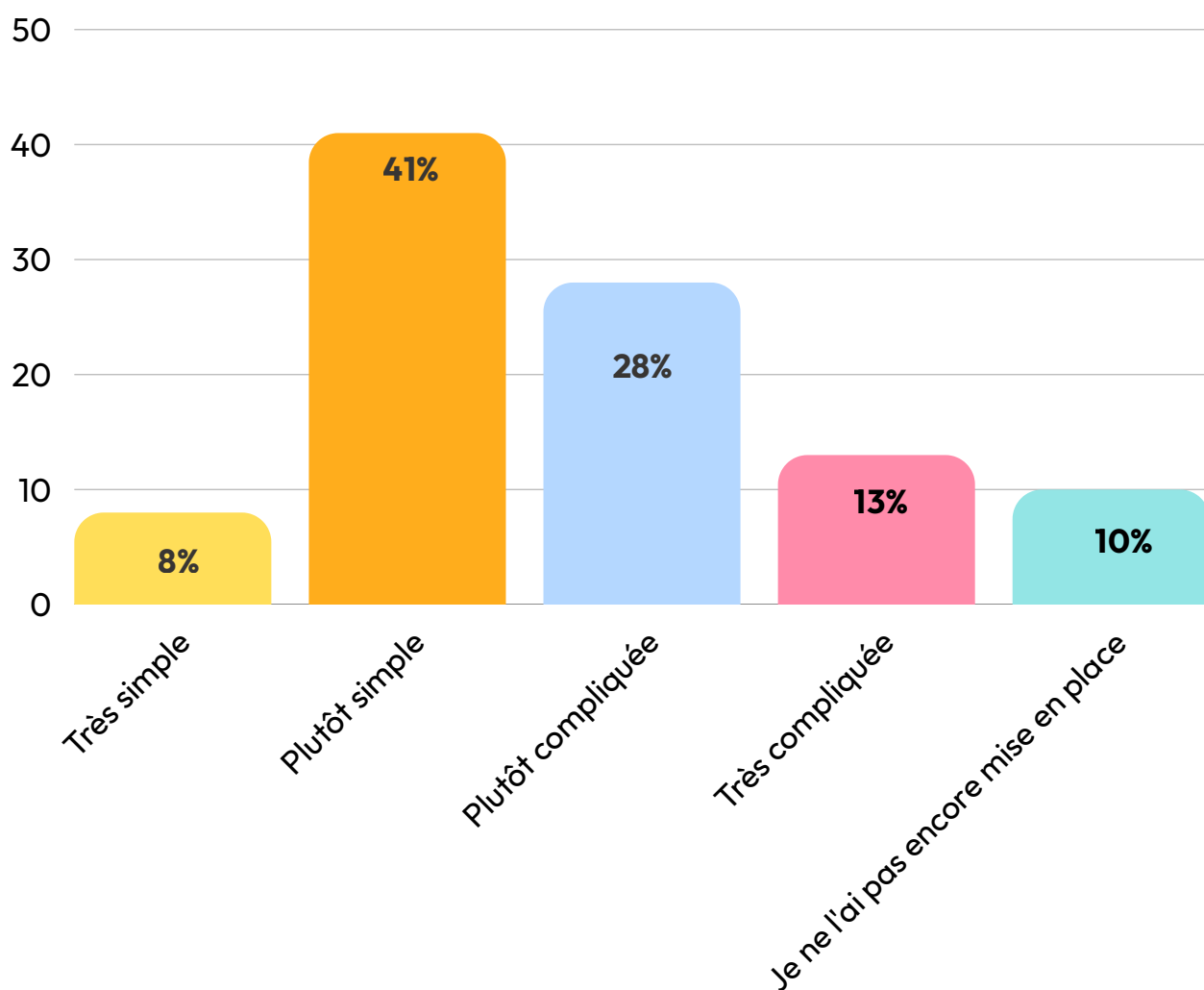
Avez-vous mis en place la facturation électronique au sein de votre entreprise ?



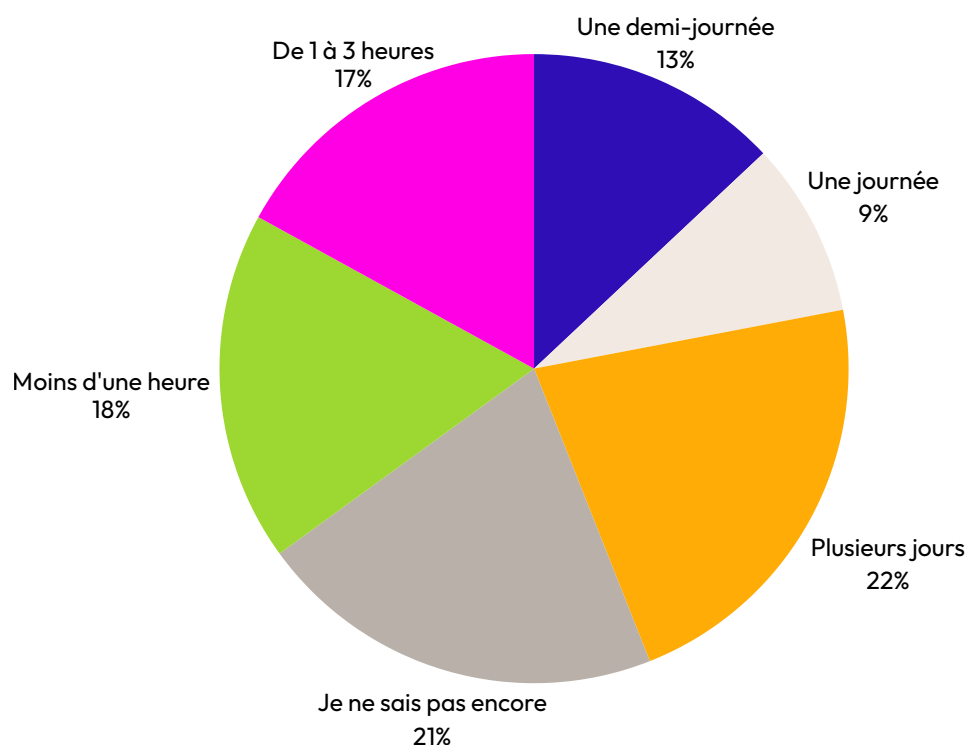
Comment avez-vous choisi votre plateforme agréée ?



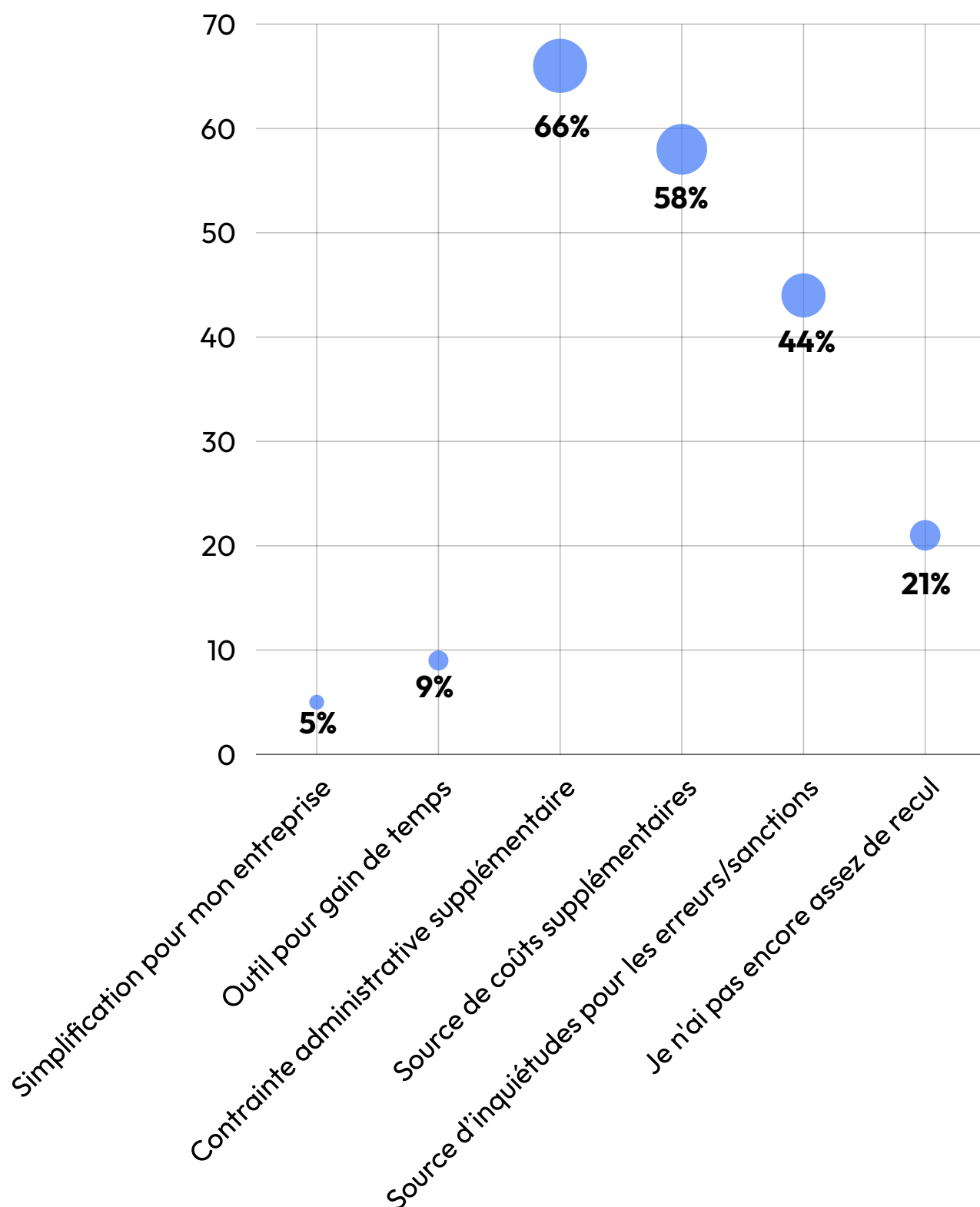
Comment jugez-vous la mise en place de la facturation électronique dans votre entreprise ?



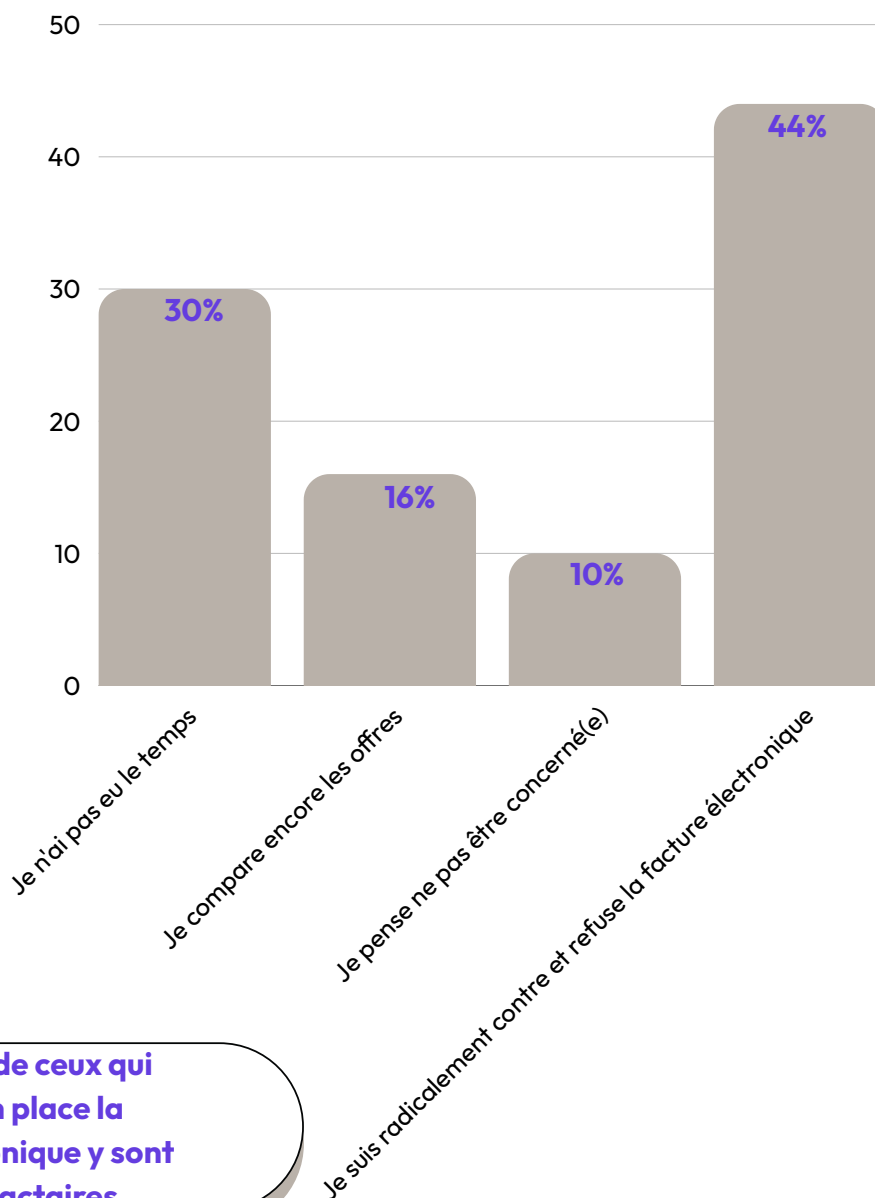
Combien de temps estimez-vous avoir consacré ou devoir consacrer à cette mise en conformité ?



A ce stade, considérez-vous la facturation électronique comme
(plusieurs réponses possibles) :



Quelle est la raison pour laquelle vous n'avez pas choisi de plateforme agréée en vue de la mise en conformité avec la facturation électronique ?



Près de la moitié de ceux qui n'ont pas mis en place la facturation électronique y sont totalement réfractaires.



“ Budget trop élevé ”

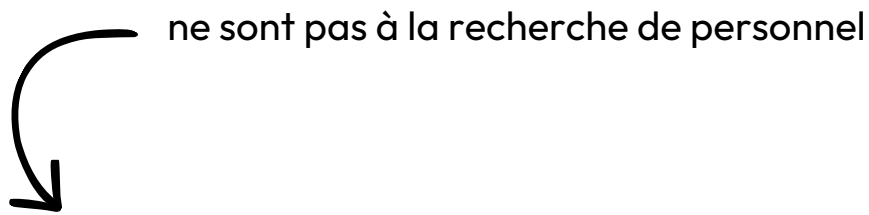
“ Contre la non-gratuité de cette plateforme d'Etat ”

“ Contre le principe de facture électronique ”

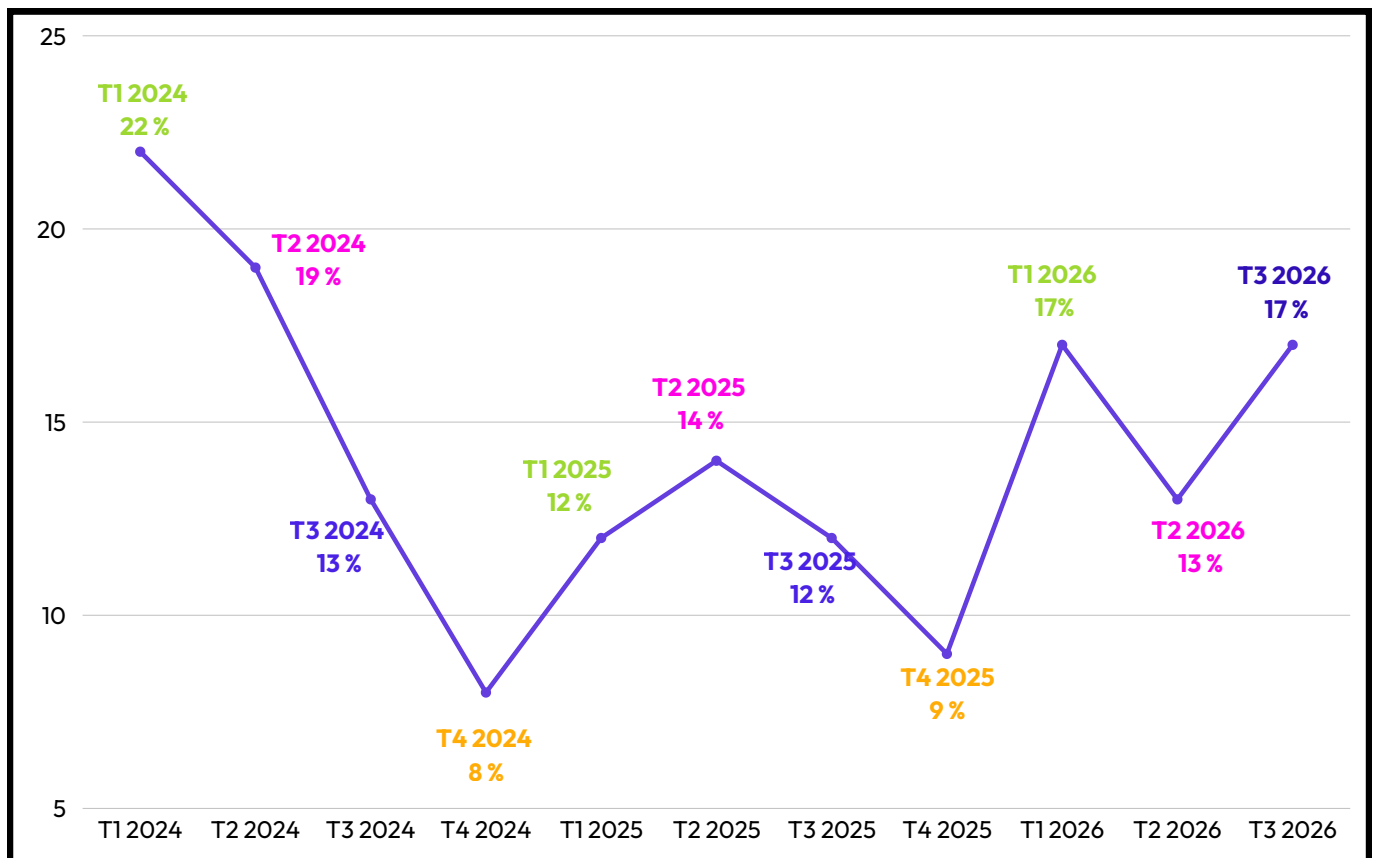
“ Peur de la fuite des données de facturation ”

Intentions de recrutement

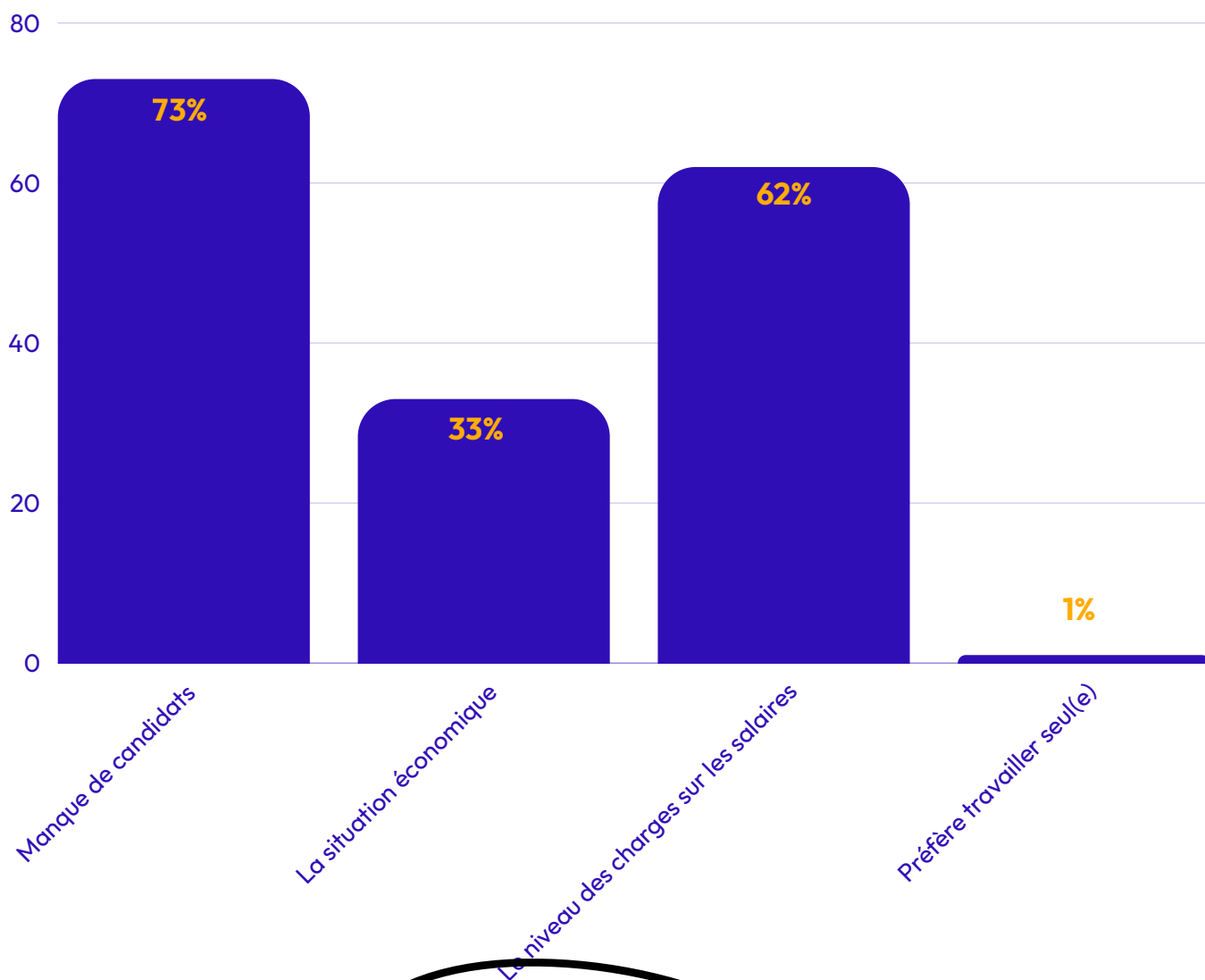
Êtes-vous actuellement à la recherche de personnel ?



Evolution du taux de recherche de personnel

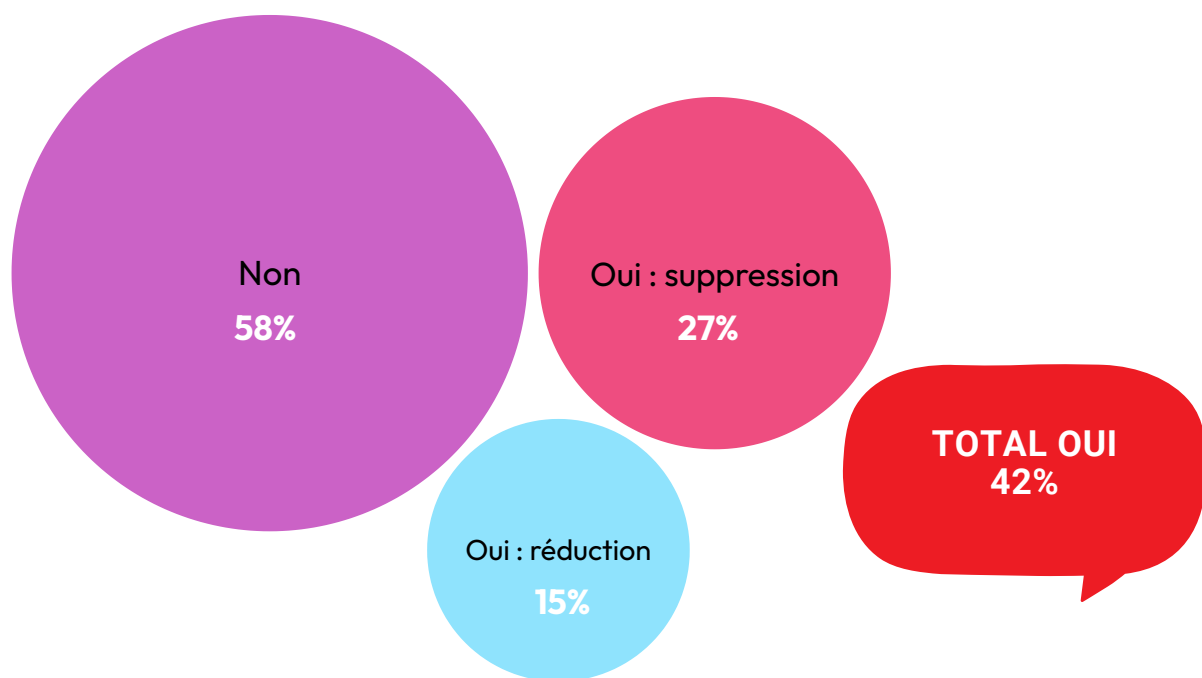


Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez dans votre recherche de personnel ?



73% estiment que le manque de candidats (motivé et/ou compétent) représente la principale difficulté à l'embauche.

La diminution des aides à l'apprentissage, vous a-t-elle contraint à réduire voire supprimer l'embauche d'apprentis ?



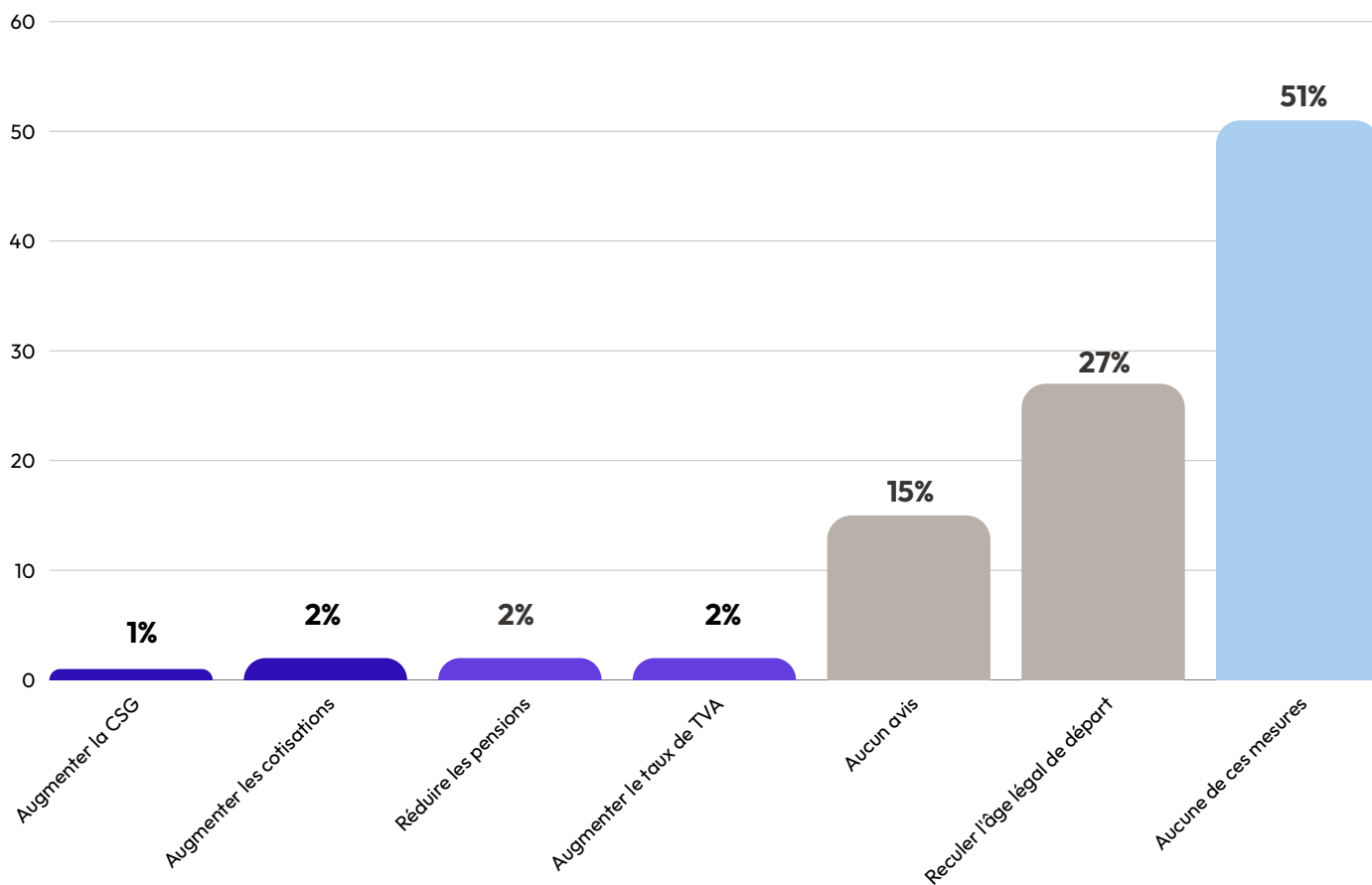
“ Je me suis posée la question d'un apprenti mais les aides ayant diminuées, j'ai abandonné ”

“ Je termine le contrat de mon apprentie actuelle et je ne reprendrai pas car coût trop élevé ”

“ Etant donné notre structure, nous ne pouvons pas avoir 2 apprentis simultanément ”

“ Trop de contraintes administratives ”

Pour assurer l'équilibre du système de retraite, quelle mesure vous paraît la plus acceptable ?



Quelles mesures ?

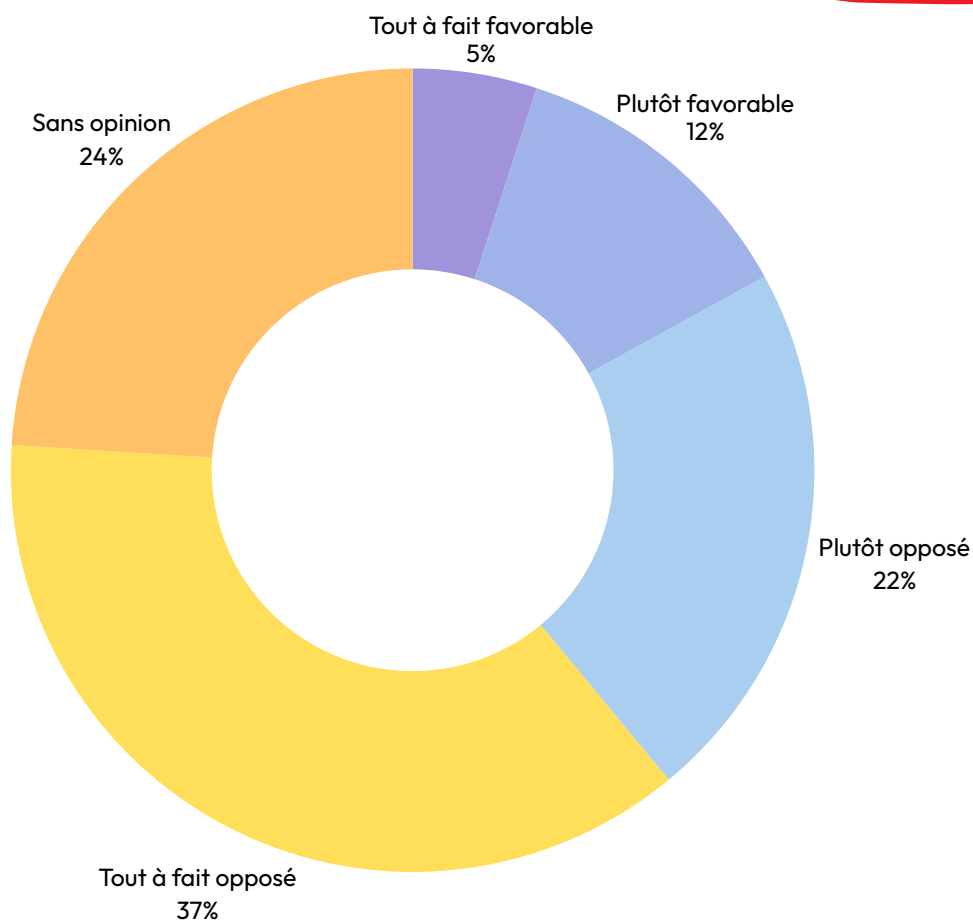


“Capitalisation gérée par des fonds répartis par secteurs et corps professionnels”

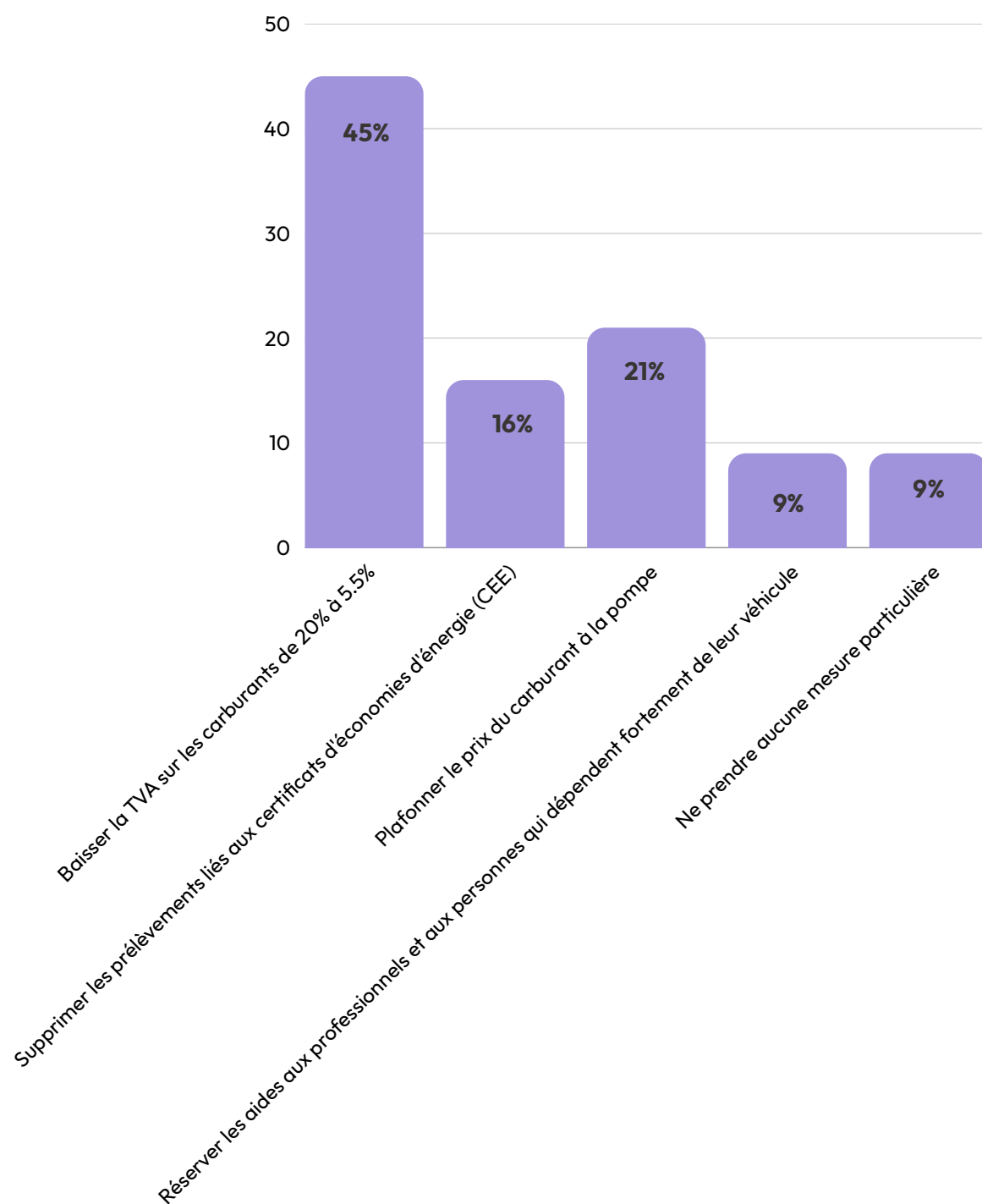
“Réduire les indemnisations chômage pour favoriser le réemploi.”

Êtes-vous favorable au principe d'une hausse de la TVA en contrepartie d'une baisse des cotisations sur le travail ?

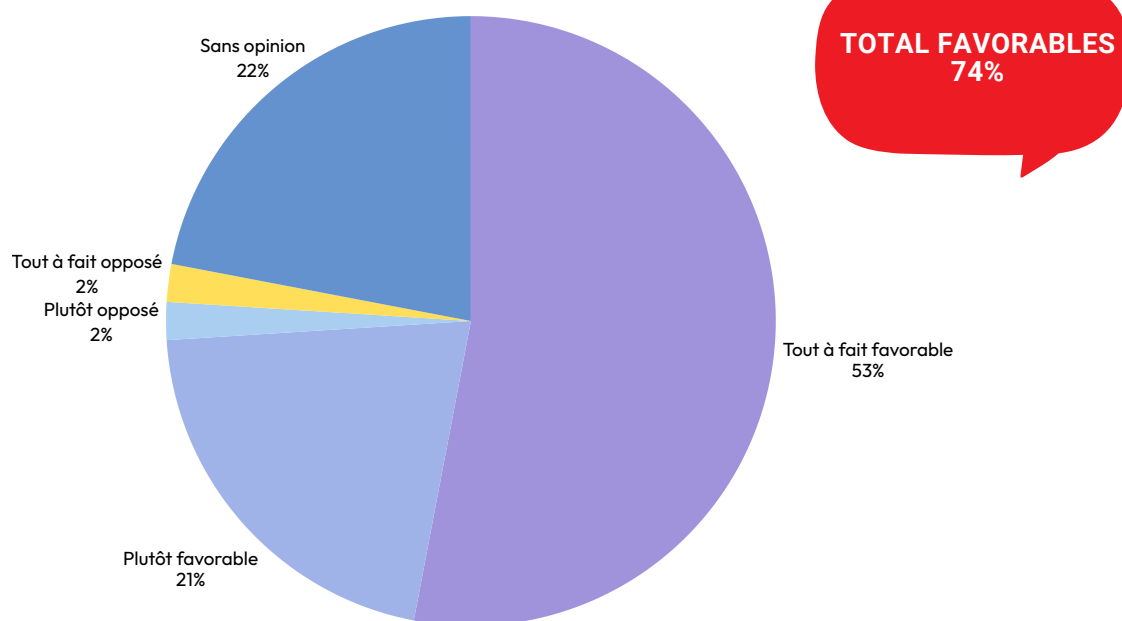
TOTAL OPPOSÉS
59%



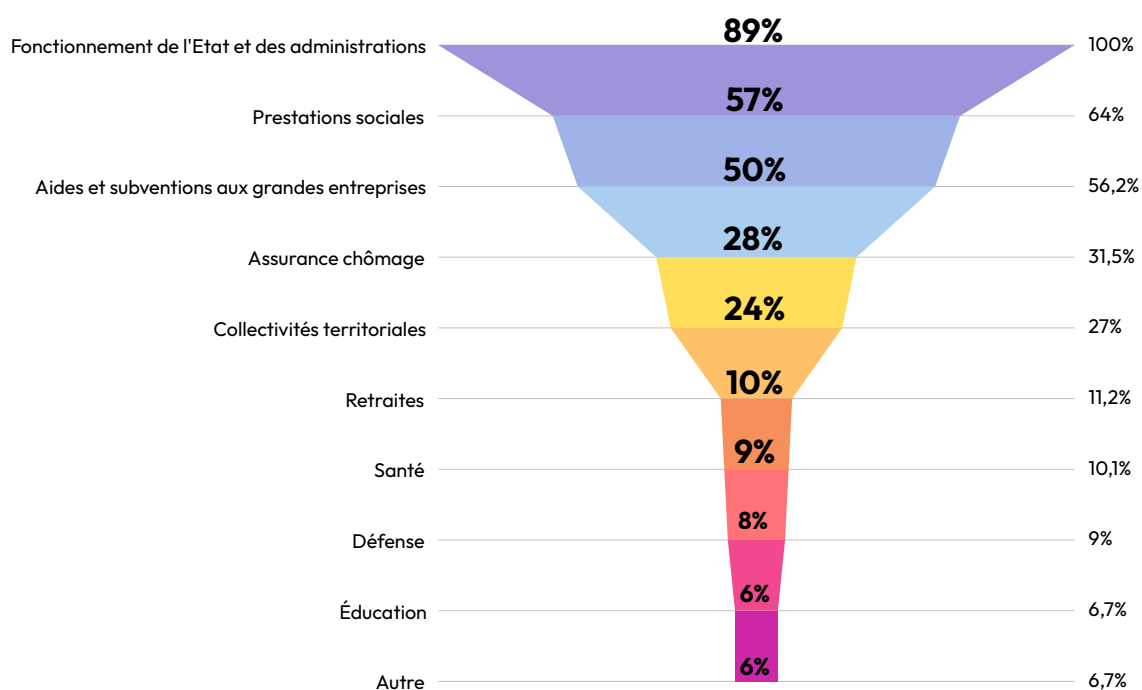
Face à une forte hausse du prix des carburants, quelle mesure vous paraît prioritaire ?



Seriez-vous favorable à sortir le prix de l'électricité des règles du marché européen pour fixer un prix national ?

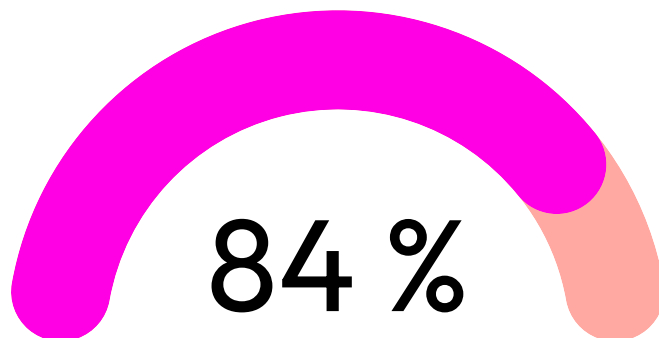


S'il fallait prioritairement maîtriser certaines dépenses publiques, lesquelles (Plusieurs réponses possibles)



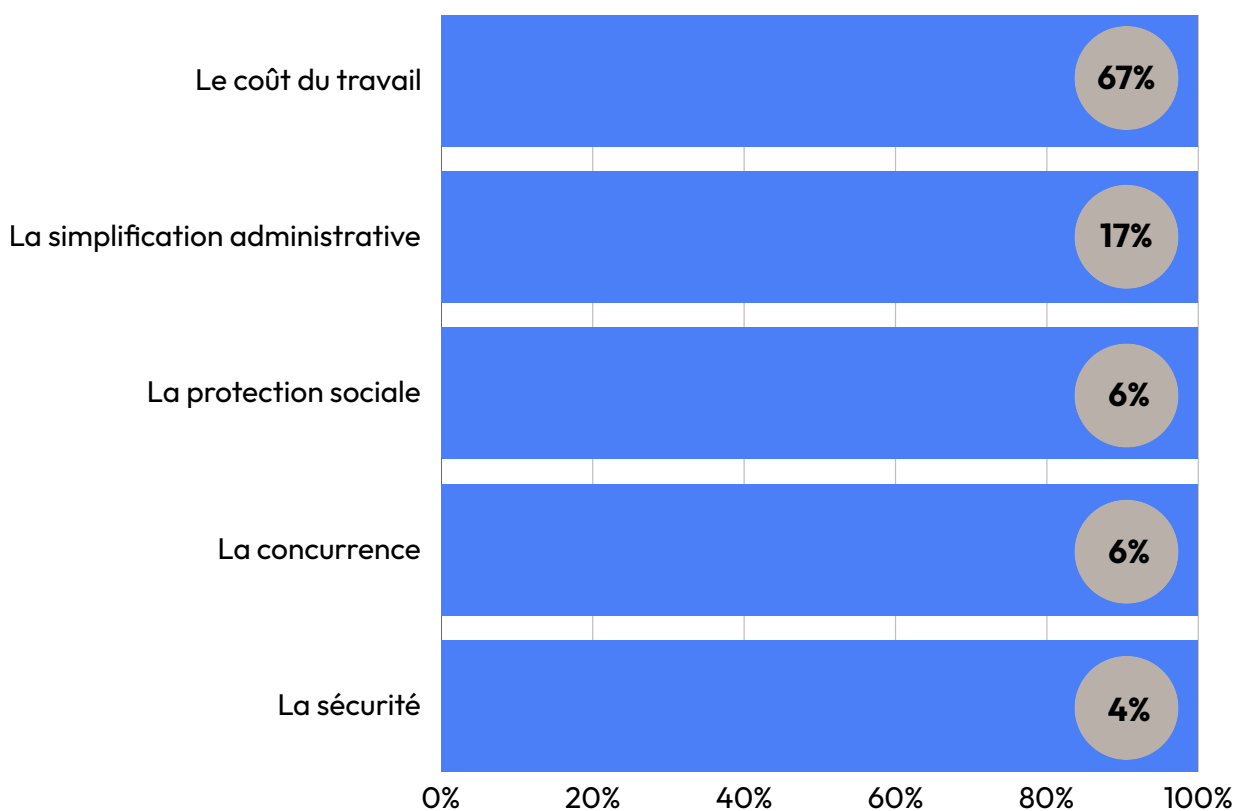
PRÉSIDENTIELLE 2027

Pensez-vous aller voter en avril-mai 2027 ?



Pensent aller voter

Parmi les sujets suivants et en votre qualité de chef d'entreprise, lequel vous semble devoir être prioritairement traité dans le cadre de cette Présidentielle ?



Votre avis sur les propositions suivantes

Coût du travail et pouvoir d'achat

	Tout à faire favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé	Tout à fait opposé
Baisser les cotisations patronales sur les salaires	67%	30%	2%	1%
Baisser les cotisations salariales pour augmenter le salaire net	66%	29%	4%	1%
Exonérer de cotisations les heures supplémentaires	69%	24%	5%	2%

Fiscalité des entreprises

	Tout à faire favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé	Tout à fait opposé
Supprimer la CFE	60%	28%	11%	1%
Un IS minoré à 15% pour les TPE-PME jusqu'à 100.000e de bénéfices	59%	33%	7%	1%
Baisser les impôts des entreprises en réduisant parallèlement les aides publiques	56%	35%	7%	2%

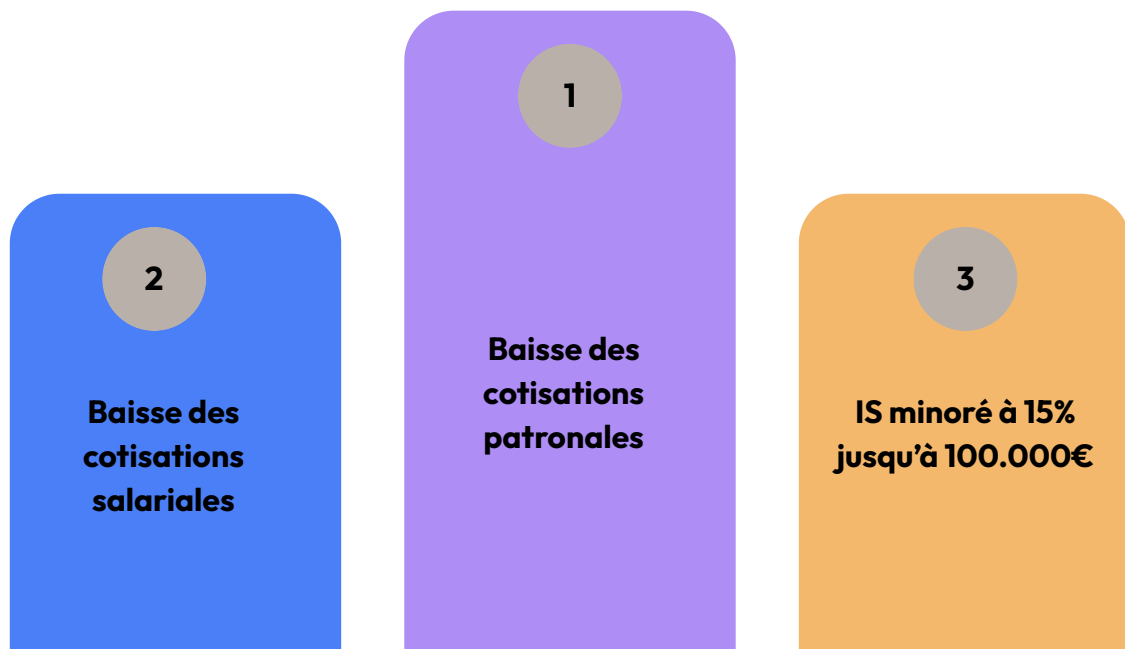
Travail et emploi

	Tout à faire favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé	Tout à fait opposé
Permettre de négocier la durée du travail au niveau de l'entreprise	51%	38%	9%	2%
Faciliter le recours aux heures supplémentaires	58%	39%	2%	1%
Supprimer la référence aux 35H hebdomadaires de travail	54%	27%	15%	4%

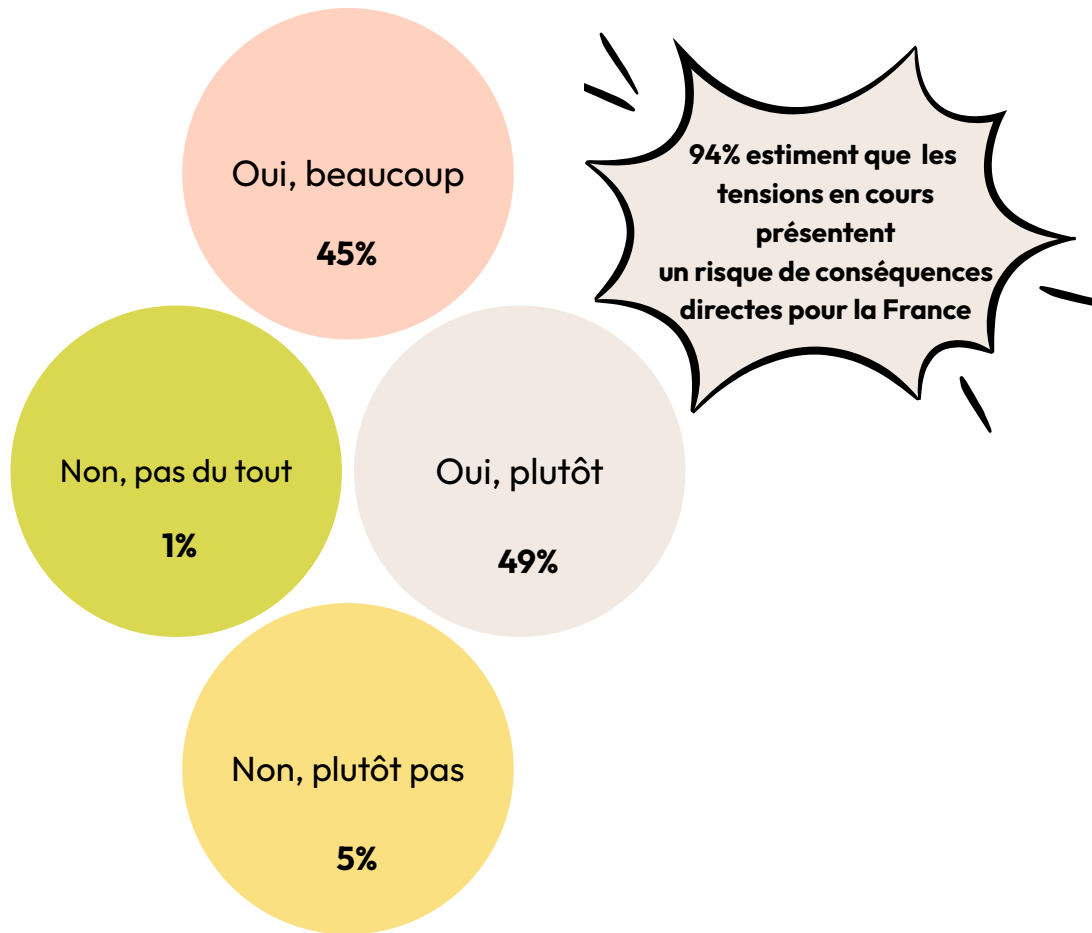
Simplification et fonctionnement des entreprises

	Tout à faire favorable	Plutôt favorable	Plutôt opposé	Tout à fait opposé
Donner davantage de place aux accords d'entreprise plutôt qu'au Code du travail	51%	38%	9%	2%
Interdire à l'administration de demander deux fois la même information	58%	39%	2%	1%
Conditionner les aides aux entreprises à des critères sociaux ou environnementaux	54%	27%	15%	4%

Le Top 3 des priorités toutes catégories confondues



Dans le contexte géopolitique international actuel, êtes-vous préoccupé par le risque que les tensions en cours aient des conséquences directes pour la France ?



Face aux tensions géopolitiques actuelles, quelle devrait être selon vous la priorité de l'Etat pour protéger la France et son économie ?

Renforcer en priorité
notre indépendance
énergétique et nos
approvisionnements



49%

Protéger d'avantage les
entreprises et les ménages
contre les conséquences
économiques des crises
internationales



20%

Ne pas engager de dépenses
publiques supplémentaires
sur ce sujet



13%

Renforcer la coopération
européenne pour faire face
collectivement aux crises



7%

Développer une politique
diplomatique visant avant
tout à éviter l'escalade
des conflits



6%

Renforcer les moyens de
défense et de sécurité



5%

Principaux enseignements

Des TPE qui ne cherchent plus à se développer, mais à résister

Le troisième trimestre 2026 dessine le portrait d'un tissu de TPE qui tient encore, mais dont les capacités de résistance s'amenuisent. **61% des dirigeants constatent une baisse de leur chiffre d'affaires, plus de 7 sur 10 une diminution de leur marge nette et 66% une contraction de leur trésorerie.**

La question n'est plus aujourd'hui de savoir comment croître ou conquérir de nouveaux marchés, mais simplement comment résister. Les trois grands repères auxquels les chefs d'entreprise se raccrochent habituellement pour lire l'avenir — **l'économie, la stabilité politique et le climat social** — sont simultanément dégradés. Quand tous les repères vacillent en même temps, c'est la capacité même à se projeter qui disparaît.

Le sentiment de crise est d'ailleurs quasiment unanime : **98% des répondants considèrent que la France traverse une crise économique.** Et loin d'anticiper une sortie prochaine des difficultés, 93 % pensent que la situation économique du pays va encore se dégrader au cours des douze prochains mois. Pour leur propre entreprise, ils sont 73 % à redouter cette même dégradation.

Baisse des marges, chute de la trésorerie : les amortisseurs disparaissent

La faiblesse de l'activité ne constitue qu'une partie du problème. Le véritable signal d'alerte vient de l'érosion de la rentabilité et des réserves financières.

55% des TPE rencontrent désormais des problèmes de trésorerie, dont 22% des difficultés importantes. Le léger répit enregistré au trimestre précédent, lorsque cet indicateur était revenu à 50 %, aura donc été de courte durée.

Plus inquiétante encore est la profondeur de ces difficultés : **42% des dirigeants estiment que, si leur activité restait identique, leur trésorerie ne leur permettrait pas de faire face à leurs charges au-delà de trois mois**, dont 12% qui déclarent être déjà en difficulté.

Cette donnée change la lecture de la situation. Il ne s'agit plus seulement d'entreprises dont les comptes se tendent progressivement, mais d'une proportion importante de TPE disposant désormais de très peu de profondeur financière. **Un nouvel impayé, une hausse de charges ou quelques semaines supplémentaires de baisse d'activité peuvent suffire à les faire basculer.**

Faute de visibilité, l'investissement devient la première victime

La crise de confiance produit déjà des conséquences concrètes sur les décisions des entreprises. **51% des dirigeants ont reporté ou abandonné au moins un investissement au cours des douze derniers mois en raison de l'incertitude économique, fiscale ou politique** ; 24% en ont même abandonné ou reporté plusieurs.

Principaux enseignements

C'est probablement l'un des enseignements les plus importants de l'enquête : l'incertitude ne constitue plus seulement un ressenti, elle modifie les comportements économiques.

Cette prudence s'explique aisément lorsque **91% des dirigeants disent avoir constaté une baisse de la consommation depuis le début de l'année** et que 77% expriment un sentiment négatif quant à leur capacité à développer leur activité.

Dans ces conditions, préserver sa trésorerie devient plus rationnel que l'engager dans un nouveau projet. Le risque est alors celui d'un cercle vicieux : moins de visibilité entraîne moins d'investissements, donc moins de développement et, à terme, moins d'activité.

Le crédit reste accessible... surtout pour ceux qui sont encore en capacité d'investir

Le comportement des banques illustre une autre fracture. Les projets d'investissement restent largement financés : **95% des demandes obtiennent une réponse totale ou partielle favorable**. À l'inverse, seules 72% des demandes de crédit de trésorerie sont acceptées totalement ou partiellement.

Autrement dit, **le financement** reste relativement fluide pour l'entreprise en capacité de présenter un projet de développement, mais **devient plus difficile précisément lorsqu'elle a besoin d'oxygène**.

Le ressenti des dirigeants est d'ailleurs beaucoup plus sévère : **70% considèrent que les conditions de crédit se sont durcies** et 24% ont déjà renoncé à solliciter un financement par crainte d'un refus. À cette difficulté s'ajoute le coût direct de la fragilité financière : **35% déclarent supporter des frais bancaires liés à leurs problèmes de trésorerie**, notamment des commissions d'intervention ou frais de rejet.

Derrière la santé de l'entreprise, celle du dirigeant se dégrade

Les difficultés économiques finissent inévitablement par atteindre celui qui les absorbe depuis plusieurs années : le chef d'entreprise.

96% des dirigeants expriment aujourd'hui un état d'esprit négatif : inquiétude, désabusement, colère ou déprime. La proportion de dirigeants exprimant un état d'esprit positif, encore de 19% au troisième trimestre 2023, est tombée à seulement 4%.

À cette perte de confiance s'ajoute une pression quotidienne considérable : **88% déclarent un niveau de stress élevé et permanent ou modéré mais fréquent**.

Et le sacrifice n'est pas seulement psychologique. 51% des dirigeants disposent encore d'un **revenu personnel inférieur au SMIC, dont 14% de moins de 500 euros et 17% entre 500 et 1 000 euros par mois**. Depuis près de trois ans, cette proportion reste obstinément située autour d'un dirigeant sur deux.

Principaux enseignements

Le chiffre qui résume peut-être le mieux cette usure est ailleurs : **si c'était à refaire, 58% ne choisiraient probablement ou certainement pas de devenir indépendants ou chefs d'entreprise.** Lorsque ceux qui ont fait le choix d'entreprendre ne sont plus certains de vouloir recommencer, c'est l'attractivité même de l'entrepreneuriat qui est questionnée.

Moins de cessations envisagées, mais toujours près d'un dirigeant sur trois qui doute

Un indicateur évolue néanmoins dans le bon sens : **la proportion de dirigeants envisageant ou réfléchissant à une cessation d'activité recule à 29%, après 36% au T1 et 34% au T2 2026.**

Cette décrue ne doit toutefois pas masquer le niveau atteint. Fin 2024, ils n'étaient que 17%. Aujourd'hui encore, **près de trois dirigeants sur dix s'interrogent donc sur la poursuite de leur activité.**

Le risque n'est dès lors pas seulement celui des entreprises qui fermeront demain. Il est aussi celui de milliers de dirigeants qui continuent à travailler sans savoir s'ils souhaitent, ou pourront, encore le faire durablement.

Facturation électronique : une réforme adoptée, mais loin d'être acceptée

Dans ce contexte déjà tendu, la facturation électronique apparaît moins comme une simplification que comme une contrainte supplémentaire.

81% des répondants l'ont mise en place, très majoritairement avec l'aide de leur expert-comptable, choisi comme intermédiaire ou prescripteur par 67 % d'entre eux.

La mise en conformité n'est pourtant pas vécue comme une avancée administrative : **66% la considèrent comme une contrainte supplémentaire, 58% comme une source de coûts et 44% comme une source d'inquiétude liée aux erreurs ou aux sanctions.** Seuls 5% y voient une simplification pour leur entreprise et 9% un outil susceptible de leur faire gagner du temps.

Le fossé est plus net encore parmi ceux qui ne l'ont pas encore adoptée : 44% se déclarent radicalement opposés au principe même et refusent de la mettre en œuvre.

Cette réforme illustre ainsi un problème plus large : pour des dirigeants déjà confrontés à des difficultés économiques, financières et personnelles, **chaque nouvelle obligation est désormais appréciée moins au regard de son objectif qu'au regard du temps, du coût et de la complexité supplémentaire qu'elle entraîne.**

Principaux enseignements

Emploi : les besoins existent encore, mais embaucher devient plus difficile

Malgré tout, les TPE continuent à chercher des compétences. Les intentions de recrutement remontent à 17%, contre 13% au trimestre précédent. Elles restent néanmoins inférieures aux 22% constatés début 2024, tandis que 83% des entreprises ne recherchent actuellement aucun salarié.

Pour celles qui recrutent, **le premier obstacle reste le manque de candidats motivés ou compétents, cité par 73% des répondants, mais le niveau des charges sur les salaires est mentionné par 62 % et la situation économique par 33 %.**

L'apprentissage subit directement cette nouvelle équation économique : **42% des répondants indiquent que la diminution des aides les a conduits à réduire ou supprimer leurs embauches d'apprentis.**

L'entreprise se trouve ainsi prise entre deux contraintes : elle a besoin de compétences pour fonctionner et se développer, mais le coût du travail et l'incertitude économique réduisent sa capacité à les intégrer.

Protection sociale, énergie, dépenses publiques : le refus de nouveaux prélèvements

Les réponses aux questions de politique économique sont cohérentes avec cette situation financière.

Sur les **retraites**, **51% ne jugent acceptable aucune des solutions proposées** pour rééquilibrer le système ; le recul de l'âge légal est l'option qui recueille le plus d'adhésion parmi les mesures soumises, avec 27%. La capitalisation constituerait une autre piste à explorer.

La même réticence apparaît concernant une **TVA dite sociale : 59% sont opposés à une hausse de TVA même en contrepartie d'une diminution des cotisations sur le travail.**

Sur l'énergie, les répondants demandent d'abord une action sur les prix : face à une forte hausse des **carburants**, 45% privilégient une baisse de TVA et 21% un plafonnement du prix à la pompe. Le souhait d'une baisse de la TVA peut paraître sans effet pour des structures qui récupèrent la dite TVA. Il convient donc de lire cette réponse dans un ensemble global comprenant une part de professionnels non concernés en tant que tels par la hausse des prix du carburant et plus largement comme une préoccupation majeure de l'ensemble des indépendants et dirigeants de TPE quant au pouvoir d'achat de leurs clients.

Concernant l'**électricité**, 53% se déclarent tout à fait favorables et 21% plutôt favorables à la fixation d'un prix national hors des règles actuelles du marché européen.

En contrepartie, lorsqu'il s'agit de **rechercher des économies publiques**, les répondants désignent prioritairement **le fonctionnement de l'État et des administrations**, puis les prestations sociales et les aides ou subventions accordées aux grandes entreprises.

Principaux enseignements

Présidentielle 2027 : une demande qui se concentre sur le coût du travail

Malgré le désabusement exprimé tout au long de l'enquête, **84% des répondants déclarent envisager de voter à l'élection présidentielle de 2027.**

Interrogés en tant que chefs d'entreprise sur le sujet devant être traité prioritairement, **67% citent le coût du travail, très loin devant la simplification administrative à 17%.**

Cette préoccupation se retrouve dans l'accueil réservé aux différentes propositions testées : 97% se déclarent favorables ou plutôt favorables à une baisse des cotisations patronales, 95% à une baisse des cotisations salariales permettant d'augmenter le salaire net et 93% à l'exonération de cotisations sur les heures supplémentaires. Du côté fiscal, 92% soutiennent un taux d'IS à 15% jusqu'à 100 000 euros de bénéfices pour les TPE-PME et 88% la suppression de la CFE.

Les réponses sur le travail prolongent cette attente : 89% se déclarent favorables à la possibilité de négocier la durée du travail au niveau de l'entreprise et 97% à un recours facilité aux heures supplémentaires.

Il se dégage ainsi une ligne particulièrement nette : **face à la dégradation de leurs marges et à la difficulté de rémunérer correctement le travail (celui de leurs salariés comme le leur) les dirigeants interrogés placent l'allègement du coût du travail et de la fiscalité au cœur de leurs attentes.**

Une crise intérieure désormais doublée d'une inquiétude extérieure

Enfin, l'incertitude ne s'arrête plus aux frontières de l'entreprise ou à la situation nationale. **94% des répondants se disent préoccupés par le risque que les tensions géopolitiques internationales aient des conséquences directes pour la France.**

Face à ce risque, leur première préoccupation n'est pas l'augmentation des dépenses militaires : **49% privilégient le renforcement de l'indépendance énergétique et de la sécurité des approvisionnements**, tandis que 20% souhaitent prioritairement protéger entreprises et ménages des conséquences économiques des crises internationales.

Ce dernier résultat complète finalement l'ensemble du tableau. Après plusieurs années de crises successives, les dirigeants de TPE ne demandent plus seulement de meilleures conditions pour se développer. **Ils recherchent d'abord de la sécurité : sécurité de leurs marges, de leur trésorerie, du coût du travail, des prix de l'énergie, de leurs approvisionnements et des règles qui s'appliqueront demain.**

Principaux enseignements

Conclusion

L'enquête T3 2026 raconte ainsi moins une crise brutale qu'un **épuisement progressif des capacités d'absorption des TPE**. Les entreprises sont toujours là, mais elles investissent moins, leurs dirigeants gagnent peu, doutent davantage, subissent un stress massif et disposent pour beaucoup de réserves financières extrêmement limitées.

Les TPE résistent encore. Mais, trimestre après trimestre, la question devient de plus en plus clairement : avec quelles réserves, et pour combien de temps ?

Note méthodologique

Enquête en ligne réalisée du 21 au 27 septembre 2026 auprès de 1 378 adhérents du SDI ayant répondu volontairement au questionnaire. Les résultats décrivent la situation et les perceptions de cet échantillon et ne constituent pas un sondage représentatif de l'ensemble des TPE françaises.



Syndicat des Indépendants et des TPE

CONTACT

contact@sdi-pme.fr

04.78.34.65.97